

NORTHERN
POLICY INSTITUTE

INSTITUT DES POLITIQUES
DU NORD

Rapport No. 26 | Novembre 2017

Une université pour Timmins? Possibilités et réalités

Qui nous sommes

Certains des acteurs clés dans ce modèle et leurs rôles se trouvent ci-dessous :

Conseil d'administration : Le conseil d'administration détermine l'orientation stratégique de l'Institut des politiques du Nord. Les administrateurs font partie de comités opérationnels s'occupant de finance, de collecte de fonds et de gouvernance; collectivement, le conseil demande au chef de la direction de rendre des comptes au regard des objectifs de nos objectifs du plan stratégique. La responsabilité principale du conseil est de protéger et de promouvoir les intérêts, la réputation et l'envergure de l'Institut des politiques du Nord.

Président et Chef de la direction : recommande des orientations stratégiques, élabore des plans et processus, assure et répartit les ressources aux fins déterminées.

Conseil consultatif : groupe de personnes engagées et qui s'intéressent à aider l'Institut des politiques du Nord mais non à le diriger. Chefs de files dans leurs domaines, ils guident l'orientation stratégique et y apportent une contribution; ils font de même en communication ainsi que pour les chercheurs ou personnes-ressources de la collectivité élargie. Ils sont pour de l'Institut des politiques du Nord une « source de plus mûre réflexion » sur l'orientation et les tactiques organisationnelles globales.

Conseil consultatif pour la recherche : groupe de chercheurs universitaires qui guide et apporte une contribution en matière d'orientations potentielles de la recherche, de rédacteurs possibles, d'ébauches d'études et de commentaires. C'est le « lien officiel » avec le monde universitaire.

Évaluateurs-homologues : personnes qui veillent à ce que les articles spécifiques soient factuels, pertinents et publiables.

Rédacteurs et chercheurs associés : personnes qui offrent, au besoin, une expertise indépendante dans des domaines spécifiques de la politique.

Tables rondes et outils permanents de consultation – (grand public, intervenants gouvernementaux et communautaires) : moyens qui assurent que l'Institut des politiques du Nord demeure sensible à la collectivité, puis reflète les priorités de CELLE-CI et ses préoccupations lors de la sélection des projets.

Président & CEO

Charles Cirtwill

Conseil d'administration

Martin Bayer (Chair)
Thérèse Bergeron-
Hopson (Vice Chair)
Michael Atkins
Pierre Bélanger
Terry Bursey
Dr. Harley d'Entremont
Alex Freedman

Dr. George C. Macey
(Vice-Chair & Secretary)
Emilio Rigato (Treasurer)
Hal J. McGonigal
Dawn Madahbee Leach
Gerry Munt
Dr. Brian Tucker
Diana Fuller Henninge

Conseil consultatif

Kim-Jo Bliss
Don Drummond
John Fior
Ronald Garbutt
Audrey Gilbeau
JP Gladu
Peter Goring
Frank Kallonen

Allyson Pele
Ogiima Due Peltier
Peter Politis
Tina Sartoretto
Bill Spinney
David Thompson

Conseil consultatif pour la recherche

Dr. John Allison
Dr. Hugo Asselin
Dr. Randy Battocchio (Chair)
Dr. Gayle Broad
George Burton
Dr. Robert Campbell
Dr. Iain Davidson-Hunt
Dr. Livio Di Matteo

Dr. Morley Gunderson
Dr. Anne-Marie Mawhiney
Leata Rigg
S. Brenda Small
J.D. Snyder
Dr. Lindsay Tedds

Ce rapport a été possible grâce à l'appui de nos partenaires : l'Université Lakehead, l'Université Laurentienne et la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario. L'Institut des politiques du Nord exprime sa grande appréciation pour leur généreux soutien, mais insiste sur ce qui suit : Les points de vue de ces commentaires sont ceux de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Institut, de son conseil d'administration ou de ceux qui le soutiennent. Des citations de ce texte, avec indication adéquate de la source, sont autorisées.

Les calculs de l'auteur sont basés sur les données disponibles au temps de publication et sont sujets aux changements.

Traduction par Gilles Dignard.

© 2017 Institut des politiques du Nord
Publication de l'Institut des politiques du Nord
874, rue Tungsten
Thunder Bay (Ontario) P7B 6T6

ISBN: 978-1-988472-30-0



À propos de l'auteur **Ken Coates**

Ken Coates est président de la Chaire de recherche du Canada en innovation régionale, à la Johnson-Shoyama Graduate School of Public Policy, de l'Université de la Saskatchewan. Il a travaillé dans diverses universités du Canada et à l'Université de Waikato (Nouvelle-Zélande), une institution reconnue dans le monde pour ses travaux relatifs aux affaires autochtones. Ken a beaucoup écrit sur l'histoire autochtone, les relations autochtones-nouveaux arrivants et l'éducation post-secondaire. Il a procédé à des examens externes pour des établissements postsecondaires, et il est souvent commentateur pour des questions universitaires, collégiales et polytechniques au Canada. Il a également été consultant pour des groupes autochtones, des

gouvernements au Canada, en Nouvelle-Zélande et en Australie ainsi qu'aux Nations Unies, dans des entreprises et des groupes de réflexion. Il est chercheur principal Munk à l'Institut Macdonald-Laurier. Son plus récent livre (il est coauteur) est, *From Treaty Peoples to Treaty Nation: A Roadmap for all Canadians*. Il a antérieurement publié sur des thèmes tels que la souveraineté de l'Arctique, les droits autochtones dans les Maritimes, les procédés des réclamations liées aux traités et aux territoires, le développement économique régional ainsi que les stratégies gouvernementales pour le travail avec les peuples autochtones au Canada. Son livre, *A Global History of Indigenous Peoples: Struggle and Survival*, contient un point de vue sur l'histoire mondiale, au regard des problèmes qu'ont les collectivités et les administrations autochtones. Il est coauteur de l'ouvrage qui a remporté le prix Donner du meilleur livre sur la politique publique au Canada, *Arctic Front: Defending Canada in the Far North*; il était aussi en nomination pour le même prix, et ce, pour des ouvrages antérieurs, *The Marshall Decision and Aboriginal Rights in the Maritimes* ainsi que *From Treaty Peoples to Treaty Nation*. Ken contribue régulièrement par des articles pour les journaux ainsi que par des entrevues à la radio et à la télévision; il y traite d'enjeux contemporains pour le Nord, les Autochtones et de technologie.

Table des matières

- 5 Introduction : Accès à l'université et aspirations communautaires dans le Nord ontarien
- 8 Universités du Nord de l'Ontario
- 9 Population du Nord-Est ontarien
- 11 Contexte postsecondaire et de l'éducation dans le Nord ontarien
- 16 Politique de l'expansion du niveau postsecondaire en Ontario
- 17 Éducation postsecondaire : Mythes, réalités, attentes et opportunités
- 19 Système collégial, polytechnique et universitaire au Canada
- 22 Comparaison des contextes institutionnels éloignés et du Nord
- 24 Modèles de réalisation des programmes universitaires
- 26 Nord ontarien : Transitions récentes
- 28 Perspectives et opportunités à Timmins et dans le Nord-Est ontarien
- 30 Recommandations pour Timmins et le Nord-Est ontarien
- 34 Perspectives pour la présence d'une université à Timmins
- 39 Dernières réflexions : Un campus satellite de l'Université d'Algoma, à Timmins?
- 41 Annexe A : Profils des institutions du Nord
- 47 Annexe B : Admissions et inscriptions dans les universités du Nord ontarien



Introduction:

Accès à l'université et aspirations communautaires dans le Nord ontarien

En 2016, la Commission de développement économique de Timmins approchait l'Institut des politiques du Nord, en posant une question simple : Serait-il possible pour Timmins et le Nord-Est ontarien de supporter une université de langue anglaise, laquelle s'ajouterait aux trois universités existantes dans la région? Le point était soulevé avec une impression d'urgence découlant de l'incertitude entourant la réponse. Il n'y avait pas d'interrogation quant à l'intérêt de la Ville pour une institution de langue anglaise accordant des grades. Il y avait aussi une certaine dose de frustration. Comme aime le souligner le maire Steve Black, il y a peu de collectivités de plus de 40 000 habitants au Canada, qui soient sans une institution accordant des grades, et ce, dans un rayon de trois heures et demie de trajet. Toutefois Timmins avait été repoussée par le gouvernement de l'Ontario lors de sa tentative de trouver des appuis pour l'idée d'un projet d'université. Mais à une époque où les études universitaires sont perçues par la majorité des parents et un nombre grandissant d'employeurs comme le « billet en or » permettant d'accéder à la classe moyenne, certains ont vu l'incapacité de la ville de Timmins d'attirer une université locale comme un frein considérable pour les opportunités économiques ainsi qu'un signe que leur collectivité était d'une façon quelconque « incomplète ».

Timmins sait qu'elle fait face à une lutte ardue avant de parvenir à avoir une institution accordant des grades. Même si l'enthousiasme est ferme et continu, il y a un sentiment prévalant que la collectivité est toujours défavorisée. Cela est vu, ce qui est en bonne partie justifié, comme reflétant un parti pris pour le Sud ontarien, contre le Nord, où est catégorisée Timmins comme ville minière et de ressources naturelles; en outre se trouve la réalité que la province finance déjà quatre institutions dans le Nord : l'Université de Lakehead, l'Université d'Algoma, l'Université Laurentienne (y compris son établissement affilié, l'Université de Hearst,

à Timmins), l'Université de Nipissing, puis six collèges communautaires (Boréal, Cambrian, Canadore, Confederation, Northern, Sault). La diversité des institutions postsecondaires au service de 780 000 habitants du Nord ontarien fait qu'il est impossible de prétendre que la région élargie a été ignorée, même si Timmins a été laissée à l'extérieur du système universitaire du Nord.

La sensibilisation aux difficultés d'une soumission locale en faveur d'une institution accordant des grades a convaincu la Ville de Timmins et la Commission de développement économique de Timmins de la nécessité de procéder soigneusement. La pratique habituelle en pareille circonstance est de lancer une solide campagne très politique, afin d'obtenir un engagement financier et de mobiliser le soutien communautaire, à la fois pour l'idée et contre tout gouvernement ayant empêché l'ouverture. Tels étaient les efforts du passé, mais les dirigeants communautaires ont opté pour une approche plus prudente que cela. Ils ont plutôt demandé une analyse préliminaire des perspectives pour une université de langue anglaise, régionale et viable. Cet examen, réalisé sous la direction de l'Institut des politiques du Nord, est incontestablement un effort impartial. Le mandat était d'examiner les données probantes et le contexte, afin d'assurer la viabilité d'une institution accordant des grades à Timmins. Le rapport n'est pas un travail de revendication mais plutôt un effort pour étudier les perspectives de façon réaliste et en tenant compte de l'avenir, afin que les dirigeants aient l'information et le contexte nécessaires pour décider si, dans les circonstances existantes, il convient d'envisager une université de langue anglaise à Timmins. Il est prévu que cette évaluation sera étudiée par les dirigeants communautaires et les représentants provinciaux, aidant ainsi la Commission de développement économique de Timmins et la Ville de Timmins à orienter au mieux leurs

efforts pour diversifier l'économie régionale, pour servir les personnes et les entreprises de la région ainsi que pour améliorer généralement la qualité de la vie dans le Nord-Est ontarien. Parmi les arguments en faveur de la construction d'une université ou d'une installation collégiale supérieure se trouvent ceux-ci :

une université ajoute des possibilités pour l'éducation et pour les préparatifs professionnels des jeunes gens et des apprenants âgés;

une institution locale réduit considérablement le coût des études universitaires des étudiants qui doivent actuellement quitter leur collectivité afin de poursuivre leurs études;

la présence d'une institution régionale améliorera les taux de participation au niveau postsecondaire et, par conséquent, la formation et la préparation des jeunes du Nord;

une université ajoute des ressources substantielles dans la collectivité, sous la forme d'investissements en immobilisations, d'un certain nombre de professionnels à salaire élevé, de dépenses d'étudiants dans les commerces locaux;

la réussite d'une institution entraîne une injection importante de capitaux dans la recherche, puis des avantages potentiels, sous la forme de nouvelles entreprises et d'emplois associés à la commercialisation de la recherche universitaire;

une université nordique, adéquatement conçue et réalisée, pourrait travailler avec les collectivités autochtones à répondre aux besoins de professionnels bien formés et à orienter les efforts de recherche sur les préoccupations des Premières Nations et des Métis;

une hausse de la confiance et de la fierté locales est souvent associée à la présence d'une université, l'un des éléments constitutifs de l'économie moderne;

une institution régionale accélérerait le développement des diplômés universitaires locaux éduqués localement, qui sont spécialisés pour vivre et pour travailler dans le Nord ontarien;

les entreprises régionales, les industries et les organismes gouvernementaux, qui ont habituellement du mal à attirer et à conserver des employés de haute qualité, auraient probablement à leur disposition davantage de travailleurs formés localement, un argument que présentent souvent les collèges régionaux.

Inversement, parmi les arguments ordinaires contre l'ouverture d'une université dans un petit centre, en particulier dans une collectivité éloignée du Nord, se trouvent ceux-ci :

compte tenu des changements démographiques prévus, la population régionale des zones plus éloignées ne suffit souvent pas pour soutenir une nouvelle université;

l'emplacement d'une telle institution dans une petite ville nordique est vu comme peu attrayant pour les enseignants universitaires de haute qualité, dont beaucoup ont été élevés et éduqués dans le Sud et dans des milieux urbains;

entre autres facteurs, l'éloignement des centres majeurs, le coût des déplacements, la durée et la rigueur de l'hiver découragent les étudiants du Sud, urbains et internationaux de demander une admission, bien que les universités Laurentienne et Lakehead aient eu du succès dans cette région;

les changements actuels et prévus dans l'économie des ressources naturelles, en particulier du côté des nouvelles technologies, devraient réduire le nombre des emplois régionaux, l'activité économique et, ensuite, la population régionale;

les demandes pressantes de places dans les universités urbaines du Sud dépassent de beaucoup le besoin dans le Nord, situation qui est renforcée par la hausse démographique prévue dans le Sud;

beaucoup de jeunes ayant grandi dans de plus petits centres et des régions éloignées ont hâte de partir pour des collectivités plus grandes et préféreraient étudier dans des institutions ailleurs;

le faible taux de demandes d'admission forcerait l'institution à devenir plus « souple pour l'entrée », ce qui, ensuite, réduirait les taux de diplomation et, potentiellement, la qualité et l'employabilité des diplômés;

des déséconomies d'échelle, en termes de ressources financières et de quantités d'étudiants, limiteraient les options de la programmation et réduiraient par conséquent la capacité de l'institution de contribuer au développement régional d'entreprises ainsi que de répondre à la demande des étudiants;

une institution à Timmins pourrait parvenir à retenir les étudiants de la ville et de la région avoisinante, bien que cette possibilité puisse être contrebalancée par l'offre d'une programmation inévitablement limitée de petite institution;

les industries locales, où l'accent est mis sur le développement des ressources naturelles et des services de base, n'exigent pas beaucoup de connaissances et ne s'appuient donc pas beaucoup sur les capacités professionnelles et de recherche d'une université; par contre, l'industrie moderne est au stade d'une rapide transformation, et accorde plus de prix aux métiers techniques de pointe et aux sciences appliquées.

Universités du Nord ontarien

Le développement de l'éducation postsecondaire dans le Nord ontarien a suivi les tendances majeures de l'évolution du système universitaire provincial, en particulier la croissance rapide des années 1960 et le retour à l'expansion régionale après 1990. Les institutions de la région mettent l'accent sur l'enseignement au premier cycle, bien que les universités de Lakehead et Laurentienne aient des programmes substantiels d'autres cycles et de recherche. Le Nord des institutions de langue française, de solides collaborations entre les universités et les collèges ainsi que des campus satellites dépendant de l'accès. Toutefois, Timmins a été dans une grande mesure exclue de cette expansion, à part un campus de l'Université de Hearst. Il est utile de rappeler les origines des institutions du Nord.

UNIVERSITÉ DE LAKEHEAD

L'Institut technique de Lakehead, ouvert en 1946, a posé les fondements de l'Université de Lakehead, laquelle a été officiellement établie en 1965. La nouvelle institution a investi substantiellement dans des programmes de recherche et d'enseignement axés sur le Nord-Ouest ontarien, en particulier reliés au secteur forestier, et des programmes professionnels considérablement régionaux. Plus récemment, Lakehead a acquis une réputation pour l'innovation en éducation des Autochtones et pour l'approche de ceux-ci. Cette université a près de 8 000 étudiants.

UNIVERSITÉ LAURENTIENNE

L'Université Laurentienne a des origines religieuses, en particulier avec l'Église catholique romaine, le United Church's Huntington College, l'Université de Sudbury (catholique) et l'Anglican Church's Thorneloe College. Les cours ont débuté au Collège du Sacré-Cœur, avant d'être offerts au nouveau campus principal de Sudbury en 1964. Deux autres institutions du Nord – l'Université de Nipissing (1992), à North Bay, et l'Université d'Algoma (2008), à Sault Ste. Marie – formaient au début les collèges fédérés laurentiens. Nipissing est connue pour ses partenariats et son emplacement commun avec le Canadore College et ses programmes de soins infirmiers et d'éducation. Algoma a lancé des approches innovatrices pour l'éducation du premier cycle, les programmes par blocs, dans le cadre desquels les étudiants prennent un cours à la fois. Les universités de Lakehead et Laurentienne ont formé un partenariat à l'occasion du lancement réussi de l'École de médecine du Nord de l'Ontario (2001). L'Université Laurentienne,

qui a ouvert l'École d'architecture McEwan axée sur le Nord, est reconnue pour sa recherche et ses relations pédagogiques avec l'industrie minière. Elle forme une fédération avec l'Université de langue française de Hearst, avec des campus à Kapuskasing, à Timmins et à Hearst. Le peu d'inscriptions de l'Université de Hearst et son nombre comparativement élevé d'enseignants et de personnel de soutien prouvent que le modèle financier piloté par les étudiants ne vaut pas dans tous les contextes.

Comme je le montre plus loin, les obstacles à un projet d'université à Timmins ne sont pas insurmontables, tout comme les arguments en faveur du développement institutionnel ne l'emportent pas automatiquement. Il y a beaucoup d'universités de petites villes du Nord, qui réussissent énormément dans le monde, depuis Tromsø, en Norvège, jusqu'à Fairbanks, en Alaska. Des universités ont été fondées dans des collectivités comportant des similarités avec Timmins, dont Brandon, au Manitoba (à quelque 200 kilomètres de Winnipeg) et Corner Brook, à Terre-Neuve-et-Labrador (à près de 700 kilomètres de St. John's). Toutefois, dans les circonstances qui évoluent rapidement au vingt-et-unième siècle, les mesures et analyses standard qui ont mené à la création de ces institutions sont plutôt moins convaincantes. Dans le contexte politique actuel, ouvrir une nouvelle université, à Timmins ou dans n'importe quelle autre collectivité du Nord, doit être lié aux besoins éducatifs et aux possibilités d'emploi des prochaines décennies, une réalité qui complique la détermination des éléments qui sont décisifs et des investissements qui auraient le plus d'effets sur l'éducation et l'emploi.

Population du Nord ontarien

La population est typiquement un moteur important de la politique et de l'investissement gouvernementaux. C'est particulièrement le cas en Ontario, où la population continue d'augmenter, surtout dans le Grand Toronto. Les gouvernements luttent pour répondre à la demande accrue de services et d'infrastructures connexes. Le fait que le gouvernement de l'Ontario ait récemment autorisé le développement de deux nouveaux campus de partenariat, à Brampton et à Milton, montre qu'il est sensible aux pressions démographiques et à la demande latente. La population de l'Ontario a augmenté de plus d'un million de personnes entre 2007 et 2015, une expansion qui est près de doubler la population du Nord ontarien, avec une marge considérable (voir le tableau 1).

Tableau 1 : Population, Timmins, Nord ontarien et Ontario, de 2007 à 2015

POPULATION	2007	2009	2011	2013	2015
Timmins	44 530	44 293	44 385	43 962	43 320
Nord-Est ontarien	571 069	569 021	567 076	564 303	558 765
Ontario	12 764 195	12 997 687	13 263 544	13 551 004	13 792 052

Sources : Statistique Canada, Estimations de la population, demande personnalisée, et base de données CANSIM, tableau 051-0059.

La situation dans le Nord est à l'opposé de celle de l'ensemble de la province, la population de la région baissant de plus de 12 000 personnes au cours de la même période. De même, la ville de Timmins, a connu une diminution de sa population – de 1 210 personnes entre 2007 et 2015. Pendant une période de croissance rapide et de graves pressions exercées sur les services du gouvernement provincial, il est difficile de présenter un argument fondé sur la démographie, et ce, pour le développement d'une nouvelle université de langue anglaise à Timmins, du moins dans la mesure où la croissance de la population risque de produire une hausse de la demande pour de l'éducation postsecondaire.

Évidemment, la planification prudente des services gouvernementaux n'est pas concentrée sur la situation immédiate, si importante qu'elle soit, mais prévoit les besoins futurs. Mais ici la situation démographique est même plus grave. Un déclin de la population du Nord-

Est ontarien est prévu, de de 558 765 en 2015 à 538 950 en 2040. Des baisses marquées sont également prévues chez les jeunes de 0 à 4 ans, soit d'environ 3 500, puis dans le groupe des 15 à 19 ans, de 3 800 (voir le tableau 2). La fermeture d'une ou de plus d'une mine majeure, en plus de ce qui est prévu, pourrait accélérer le déclin annoncé par les estimations. En revanche une amplification de l'activité économique se traduirait par une augmentation de la population. Les partisans d'une nouvelle université à Timmins font valoir assez énergiquement que la présence d'une institution de langue anglaise accordant des grades stabiliserait la région et, en fait, pourrait favoriser une augmentation de la population. Dans l'ensemble toutefois, le profil démographique du Nord-Est limite l'attrait de l'investissement postsecondaire dans la région, compte tenu en particulier des gains démographiques spectaculaires ailleurs dans la province.

Tableau 2 : Projections de la population d'âge préscolaire et scolaire, Nord-Ouest ontarien, de 2015 à 2040

ANNÉE	GROUPE D'ÂGES				
	De 0 à 4	De 5 à 9	10-2014	De 15 à 19	Total, tous les âges
2015	25 990	27 404	27 182	31 980	558 765
2020	26 312	26 492	27 790	27 758	556 489
2025	25 751	26 923	26 934	28 425	553 608
2030	24 290	26 522	27 454	27 676	549 724
2035	22 955	25 191	27 138	28 325	544 615
2040	22 405	23 914	25 894	28 151	538 950

Sources : Estimations de Statistique Canada, 2015; ministère des Finances de l'Ontario, « Mise à jour des projections démographiques pour l'Ontario, 2016-2041 », tableau 14, offert en ligne, à <http://www.fin.gov.on.ca/fr/economy/demographics/projections/table14.html>.



Contexte postsecondaire et de l'éducation dans le Nord ontarien

Tout plan de hausse de la capacité universitaire de langue anglaise dans le Nord ontarien exige une compréhension détaillée du milieu de l'éducation existant. Les données montrent que les contextes démographiques et éducatifs n'indiquent pas de besoin d'élargissement du système universitaire.

INSCRIPTIONS ET TAUX DE DIPLOMATION DES ÉCOLES SECONDAIRES, À TIMMINS

Compte tenu du profil général de la région, il n'est pas étonnant que les inscriptions aux écoles de Timmins aient été à la baisse au cours de la dernière décennie. La Timmins High and Vocational School, la plus grosse de la région, a vu sa population chuter de façon marquée, depuis 956 lors de l'année scolaire de 2006-2007, à 785 en 2013-2014 (tableau 3). C'est un glissement important, mais en harmonie avec les modèles de segments non métropolitains de l'Ontario et d'une bonne partie du Canada. Idéalement, une nouvelle université ouvrirait dans un secteur possédant une population appréciable et croissante du niveau secondaire, afin d'assurer que cela puisse être maintenu dans le futur. La trajectoire à Timmins et dans la région n'est pas prometteuse à cet égard, même si elle n'est pas étonnante, étant donné les conditions économiques et démographiques générales.

Tableau 3 : Inscriptions des écoles secondaires, Timmins et Nord-Est ontarien, années scolaires de 2006-2007 à 2013-2014

NOMBRE DES ÉLÈVES, PAR ÉCOLE	2006- 2007	2007- 2008	2008- 2009	2009- 2010	2010- 2011	2011- 2012	2012- 2013	2013- 2014
École secondaire catholique Thériault	919	919	903	884	838	844	821	781
École secondaire Renaissance	118	119	118	107	109	120	92	96
La Clef	35	40	50	44	46	52	49	42
École secondaire O'Gorman	507	548	528	491	487	456	461	426
PACE (formation permanente des adultes)	49	37	41	40	58	56	80	82
École secondaire et d'enseignement professionnel de Timmins	956	922	881	907	885	880	820	785
École secondaire Roland Michener	369	339	331	319	298	277	271	266
Total	2 953	2 924	2 852	2 792	2 721	2 685	2 594	2 478

Source : Ministère de l'Éducation de l'Ontario, provenant du système Onsis.

En outre, Timmins et le Nord-Est ontarien ont généralement un rendement médiocre par rapport à la moyenne provinciale, au regard des taux de diplomation au niveau secondaire. À part les écoles francophones, dont la diplomation chez leurs élèves est rapprochée de la moyenne provinciale ou supérieure à celle-ci, les écoles de langue anglaise sont bien inférieures aux normes provinciales (tableau 4). Ensemble, le nombre des élèves des écoles secondaires dans le secteur et les taux de diplomation suggèrent que Timmins et la région ne sont actuellement pas bien placées pour susciter de l'intérêt soutenu pour les études universitaires. Il vaut la peine de signaler que la mise en place d'autres universités nordiques – par exemple, à Tromsø, en Alaska, et dans le Nord de la Colombie-Britannique – a eu des effets considérables sur les taux de participation universitaires et attiré au niveau secondaire davantage l'attention sur les études universitaires.

Tableau 4 : Taux de diplomation des écoles secondaires, Ontario, 2015

CONSEIL SCOLAIRE	Taux de diplomation, quatre ans (pour cent)	Taux de diplomation, cinq ans (pour cent)
Conseil scolaire de district du Nord-Est de l'Ontario	78,40	82,40
Conseil scolaire catholique de district des Grandes Rivières	87,60	91,20
Conseil scolaire de district du Nord-Est ontarien	46,10	65,50
Conseil scolaire du district catholique du Nord-Est	62,70	70,30
Taux provincial de diplomation	78,30	85,50

Source : Ministère de l'Éducation de l'Ontario, provenant du système Onsis.

INSCRIPTIONS DANS LES UNIVERSITÉS DU NORD ONTARIEN

Les trois plus grandes universités du Nord ontarien ont, ensemble, 15 500 étudiants du premier cycle à temps plein, plus de 1 000 étudiants à la maîtrise à temps plein et plus de 250 doctorants à temps plein (tableau 5). Bien que ce total collectif les place bien au-dessous de plus grosses institutions provinciales, il démontre que les institutions du Nord ont attiré un nombre considérable d'étudiants locaux, régionaux et provinciaux. Davantage d'efforts ont été déployés pour recruter des étudiants internationaux, ce qui contrebalance le déclin ou les taux de participation régionale stables. Le nombre important d'étudiants, joint à l'expansion des écoles professionnelles et des programmes de troisième cycle, indique l'engagement continu du gouvernement de l'Ontario envers la région. Même si Timmins peut signaler qu'elle n'a pas participé à l'expansion rapide du système postsecondaire, l'ensemble de la région ne peut prétendre que ses aspirations en matière d'éducation ont été ignorées, en particulier lorsque les inscriptions et installations des collèges sont prises en compte dans l'équation.

Tableau 5 : Inscriptions universitaires, Nord ontarien, 2015

UNIVERSITÉ	Baccalauréat et premier grade professionnel		Maîtrise		Doctorat	
	À temps plein	À temps partiel	À temps plein	À temps partiel	À temps plein	À temps partiel
Lakehead	6 132	783	657	12	126	0
Laurentienne	6 304	1 855	360	314	104	64
Nipissing	3 269	1 724	105	181	30	0

Source : Conseil des universités de l'Ontario, accessible en ligne, à <http://cudo.cou.on.ca/>.

ENGAGEMENT ENVERS LE SYSTÈME POSTSECONDAIRE

Il est généralement compris que les régions nordiques ayant des économies fortement enracinées dans les ressources naturelles ont habituellement des niveaux de scolarité inférieurs à la norme. Lors de l'évaluation du potentiel de l'investissement du niveau postsecondaire, les gouvernements se concentrent habituellement sur l'écart entre les accomplissements régionaux et provinciaux ou nationaux, surtout au regard des compétences et de la scolarité dont les employeurs ont besoin. Plusieurs facteurs ressortent au sujet des engagements pour l'éducation dans le Nord-Est ontarien (voir le tableau 6). La région a, avec le reste du Nord ontarien, un pourcentage élevé de la population qui n'a pas d'éducation ou de formation poussée – quelque 7 % de plus que dans l'ensemble de l'Ontario. Inversement, et reflétant la nature de l'économie du Nord, le Nord-Est ontarien a 3,4 % de certifications d'apprentis et de métiers de plus que l'ensemble de la province. La lacune – et elle est frappante – se trouve au niveau universitaire. Le pourcentage de la population ayant une formation universitaire est bien au-dessous de celle de l'ensemble du Canada ainsi que de l'Ontario. L'accès à un grade universitaire, semble-t-il, pourrait ne pas être aussi important que les conditions démographiques plus larges et la nature de l'économie régionale lorsque sont déterminés les engagements et résultats de l'éducation régionale.

Tableau 6 : Taux de participation secondaire et postsecondaire, Canada et Ontario, 2001, 2006 et 2011

NIVEAUX DE SCOLARITÉ	Canada			Ontario			Nord ontarien			Nord-Est ontarien		
	2001	2006	2011	2001	2006	2011	2001	2006	2011	2001	2006	2011
Aucun certificat, diplôme ou grade	33,2	23,8	20,1	31,5	22,2	18,7	39,0	29,2	24,2	38,9	28,8	23,8
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent	23,0	25,5	25,6	23,8	26,8	26,8	22,0	25,3	25,6	22,2	25,4	25,7
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	10,9	10,9	10,8	9,4	8,0	7,4	12,7	11,3	11,3	12,8	11,4	11,3
Certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement d'enseignement non universitaire	15,0	17,3	18,2	15,7	18,4	19,8	15,3	20,3	23,0	15,5	21,0	23,7
Certificat ou diplôme universitaire sous le niveau du baccalauréat	2,5	4,4	4,4	2,1	4,1	4,1	1,3	2,5	2,4	1,2	2,3	2,3
Certificat, diplôme ou degré universitaire au niveau du baccalauréat ou plus	15,4	18,1	23,4	17,5	20,5	23,4	9,6	11,4	13,5	9,3	11,1	13,1

Source : Statistique Canada – Enquête nationale auprès des ménages, 2011.

Il y a une autre façon, plus positive, de voir cette preuve. Le Nord-Est ontarien a clairement un déficit considérable du côté des grades universitaires obtenus, et il lui faudrait augmenter considérablement la participation et les grades obtenus, afin de correspondre aux normes provinciales ou même nationales. Le gouvernement de l'Ontario a insisté sur les taux d'achèvement pour les grades, et ce, au cours de vingt dernières années, bien que, plus récemment, il ait mis l'accent sur l'éducation collégiale et polytechnique. Puisque partir de Timmins pour aller étudier dans une institution ailleurs en Ontario se traduirait par des ennuis financiers évidents pour de nombreux habitants du Nord, le Nord-Est ontarien pourrait être pleinement justifié de continuer d'avoir un déficit substantiel du côté des détenteurs de grades, et ce, avec les répercussions connexes sur la création d'emplois, la croissance économique et les possibilités professionnelles. Dans le Nord, de nouveaux projets, tels les frais de scolarité réduits et des programmes de « transport pour le domicile » pourraient éliminer ces obstacles. Autrement dit, il y a une lacune évidente à combler au chapitre des possibilités postsecondaires dans le Nord-Est ontarien. Notez toutefois que, en gros, le même niveau de déficit se trouve dans l'ensemble du Nord ontarien, en dépit de la présence de possibilités universitaires importantes dans la région.

TENDANCES DES DEMANDES D'ADMISSION ET DES INSCRIPTIONS

Dans le système postsecondaire international élargi, le taux des conversions – soit le nombre des demandeurs qui sont acceptés par l'institution et qui s'inscrivent par la suite – est une indication importante de l'équilibre entre l'offre et la demande. Une université d'élite telle que Harvard ou Stanford, accepte aussi peu que 5 % de toutes les demandes d'admission, et la plupart des candidats retenus étudient subséquemment à l'institution. Par contre, des universités plus ouvertes dans des zones rurales et nordiques, acceptent la majorité des demandes d'admission. Toutefois beaucoup d'étudiants seront acceptés par plusieurs institutions, s'ils font une demande, mais ceux qui accepteront d'y étudier sera assez petit. Les programmes des arts et des sciences de l'Université d'Algoma, par exemple, ont reçu 762 demandes d'admission en 2013, mais seulement 117 étudiants ont en fait décidé de s'inscrire. Le programme d'ingénierie de Lakehead a géré 725 demandes d'admission d'étudiants potentiels, mais seulement 137 ont été subséquemment acceptés et inscrits. L'Université Laurentienne a reçu presque 600 demandes d'admission pour ses programmes commerciaux, mais moins du tiers (187) de ces postulants se sont inscrits. Les taux des conversions ne racontent pas toute l'histoire. Dans des programmes professionnels sélectifs, la taille de la classe est limitée par le financement gouvernemental ou le nombre des places autorisées. Par exemple, le programme des soins infirmiers de l'Université de Nipissing a attiré un grand nombre de demandes d'admission (735), mais seulement 99 étudiants ont été acceptés et ont ensuite décidé de s'inscrire.

Les demandes d'admission dans les universités du Nord ontarien ont des tendances prévisibles. Les quatre universités sont comparativement ouvertes, mais il s'y trouve des exceptions considérables dans des domaines sélectifs – typiquement le droit, l'architecture, la médecine et l'ingénierie. Avec l'accent fièrement et adéquatement mis sur l'accessibilité régionale, les engagements institutionnels envers les étudiants non classiques, avec un grand nombre d'entre eux provenant de régions rurales et éloignées ou se

recyclant en réponse aux changements économiques, l'expérience des admissions n'étonne guère. Ceux qui cherchent des programmes dont le contenu est fortement régional – loisir au grand air, exploitation minière, études autochtones, foresterie – auront souvent pour grande priorité l'une des institutions du Nord, les étudiants dont les intérêts sont plus généraux prioriseront souvent des institutions plus sélectives du Sud et de zones urbaines. Dans ces circonstances, les universités du Nord attirent les gens qui sont rattachés à un endroit, qui ne peuvent se payer les dépenses du déménagement et de la vie dans le Sud, puis qui sont incapables de se faire accepter par une institution ayant un statut supérieur.

La situation est assez contraire dans la plupart des villes majeures. À des universités telles que McGill, Toronto, Waterloo, Calgary et l'Université de la Colombie-Britannique, la demande provinciale, nationale et internationale pour des places est intense, et beaucoup d'étudiants locaux n'ont pas l'occasion d'étudier près de leur domicile. Les étudiants de l'Ontario peuvent facilement faire une demande d'admission à de nombreuses institutions, en raison du système centralisé créé à cette fin. Il est courant pour les étudiants, lors du classement de leurs préférences pour l'éducation, de joindre plus qu'une institution de rechange lors de leur demande d'admission à une ou plus d'une école d'élite. L'information sur les demandes et les admissions montre que les institutions du Nord attirent un nombre considérable de demandes, mais, typiquement, beaucoup moins d'inscriptions. Bien que cela puisse refléter une demande intense dans des domaines sélectifs, il faut généralement comprendre que les institutions bénéficient de fortes préférences locales et régionales, mais perdent beaucoup de demandeurs en raison d'autres universités. Fait important, plus de la moitié de ceux qui font une demande d'admission à l'Université de Lakehead, par exemple, font de cette université leur première option. Cela est en harmonie avec la pratique canadienne de la plupart des étudiants, soit étudier près de leur domicile, mais ne confirme pas la suggestion selon laquelle les institutions du Nord soient invariablement les deuxième et troisième options des étudiants qui veulent étudier au niveau postsecondaire.

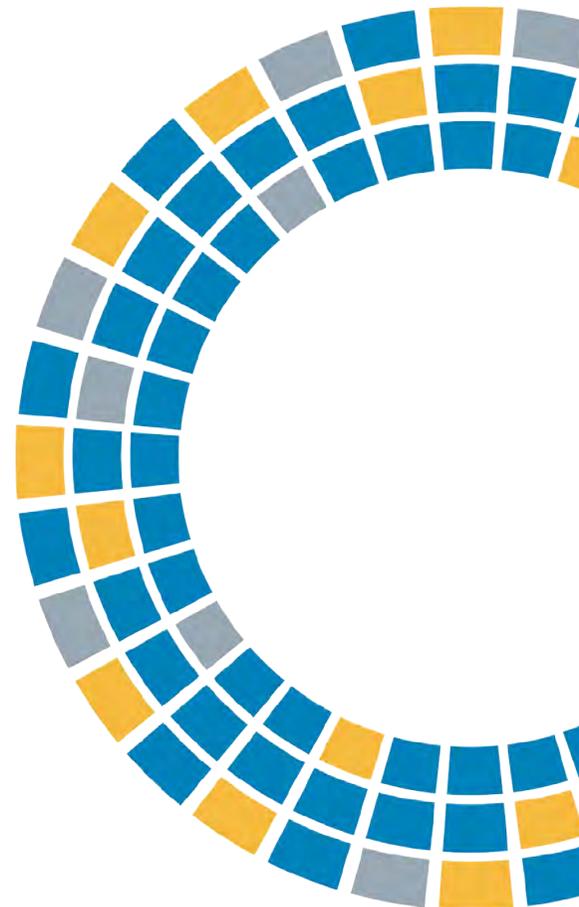
OFFRE DES PROGRAMMES ET BIEN-FONDÉ D'UNE INSTITUTION DU NORD : LEÇONS DE L'ÉCOLE DE MÉDECINE DU NORD DE L'ONTARIO

L'idée qu'une institution dans le Nord ne puisse attirer un grand nombre de demandeurs bien qualifiés a été réfutée par plusieurs cas importants. L'Université de Tromsø (en Norvège) a été édifée autour d'une école de médecine et a joui de nombreuses inscriptions dès ses débuts. Il y a aussi la réussite impressionnante de l'École de médecine du Nord de l'Ontario, une exploitation conjointe des universités Laurentienne et de Lakehead; elle démontre qu'un programme d'élite de haute qualité et axée sur une carrière peut attirer un nombre considérable et durable de candidats à cette institution qui se trouve dans le Nord. Évidemment, peu de programmes ont le cachet et le potentiel professionnel de la médecine, même si les ajouts de l'École d'architecture McEwan à l'Université Laurentienne, puis de la Faculté de droit Boris-Laskin à l'Université de Lakehead représentent des efforts pour répondre aux besoins régionaux et pour attirer des étudiants à ces institutions du Nord. Comme pour la médecine, il y a un nombre restreint d'espaces pour ces programmes mais ils ont attirés beaucoup de demandes d'admission. Toutefois, avec plus de 2 100 demandes d'admission pour 64 places, l'École de médecine du Nord de l'Ontario est en tête et distance considérablement les autres (voir le tableau 7). Comparativement, l'École d'architecture a attiré 306 demandes d'admission en 2014, lors de sa deuxième année d'activités, et 68 étudiants se sont inscrits au programme.

Tableau 7 : Demandes d'admission à l'École de médecine et inscriptions à l'École de médecine du Nord de l'Ontario, 2005-2016

ANNÉE	DEMANDES D'ADMISSION	INSCRIPTIONS
2005	2 095	56
2006	2 050	56
2007	2 274	56
2008	1 894	58
2009	1 845	56
2010	1 748	64
2011	1 756	64
2012	1 932	64
2013	1 976	64
2014	2 115	64
2015	2 135	64

Source : Centre de demande d'admission aux universités de l'Ontario 2017.



Politique de l'expansion du niveau postsecondaire en Ontario

Par définition, les institutions publiques sont façonnées et limitées par la politique. En Ontario, beaucoup de collectivités, surtout celles dont la population est plus nombreuse, cherchent à promouvoir l'expansion du niveau postsecondaire. Si Timmins et la région souhaitaient présenter des données probantes et convaincantes favorisant le développement d'une nouvelle université, elles se trouveraient en compagnie d'autres villes et villages dont les aspirations sont comparables, très justifiables et convaincantes. Pour obtenir le soutien du gouvernement, des entreprises et de la collectivité, en faveur d'une institution accordant des grades, les initiatives favorables à l'université ont historiquement eu besoin des éléments suivants :

un leadership solide et continu de l'administration municipale, comportant plus que le bureau du maire, puis l'engagement systématique des gens d'affaires locaux;

un ou deux « protecteurs » politiques locaux ou régionaux, préférablement au Cabinet provincial;

le soutien solide des fonctionnaires provinciaux chargés de la gestion de l'éducation postsecondaire;

du financement provenant du gouvernement provincial et d'autres partenaires (le gouvernement fédéral, l'industrie, les philanthropes et les administrations locales sont des partisans typiques);

de solides données probantes liées à l'intérêt régional continu pour avoir une université locale, à la fois pour les inscriptions potentielles à long terme et pour l'intérêt à court terme et viable de la collectivité et des médias locaux et régionaux, jouent un rôle crucial à cet égard;

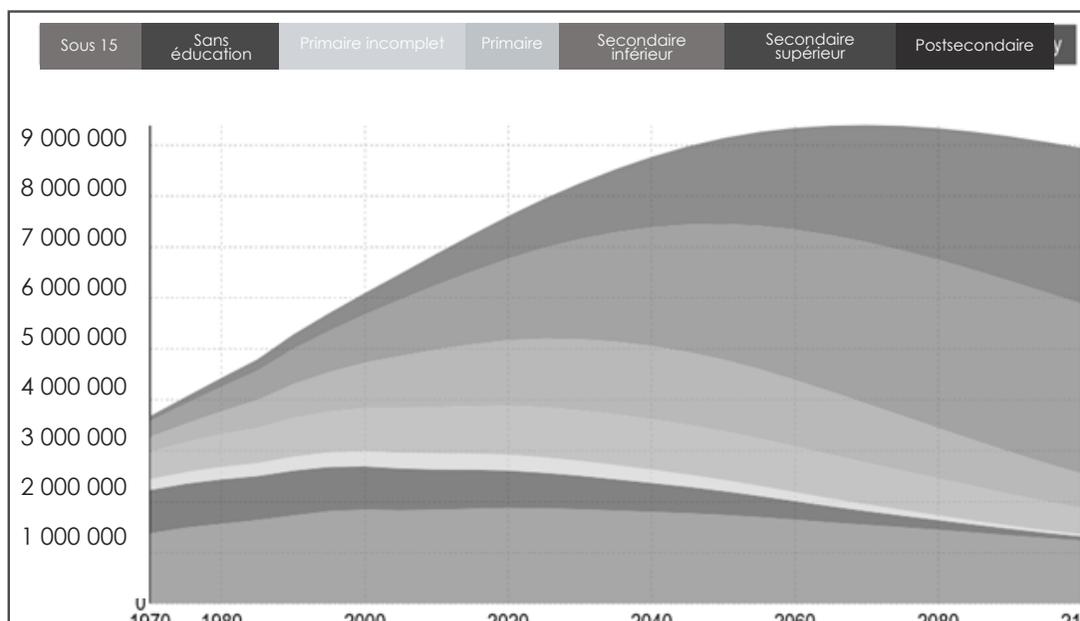
un engagement envers les institutions postsecondaires existantes, y compris des arrangements qui montrent que la croissance de la nouvelle institution ne se fera pas au prix des collèges et universités actuellement en activité.

Ces éléments, il est important de le reconnaître, sont nécessaires mais pas des conditions nécessairement suffisantes pour un projet de cette nature. Si le gouvernement provincial est aux prises avec des contraintes financières difficiles, un projet viable autrement pourrait demeurer dans les tiroirs.

Éducation postsecondaire : Mythes, réalités, attentes et opportunités

Le monde déborde d'enthousiasme pour les études postsecondaires/universitaires. L'expansion du système universitaire mondial depuis la Deuxième Guerre mondiale a été météorique. Les étudiants, les parents et les gouvernements se sont préoccupés des études universitaires et de la diplomation, croyant qu'un grade accordé par une université accréditée et reconnue permettait facilement d'accéder à la classe moyenne, voire garantissait cela. Pendant des décennies, la réalité correspondait de près aux attentes. Une économie mondiale en expansion, marquée par l'expansion rapide de la classe moyenne, prouvait amplement qu'un grade équivalait à une opportunité économique, à la prospérité personnelle et à l'avancement professionnel. Comme le montre la figure 1, les prévisions des niveaux de scolarité suggèrent que le pourcentage des gens qui auront des titres de compétence postsecondaires augmentera de façon spectaculaire au cours des prochaines années.

Figure 1 : Population mondiale, par niveau d'éducation, de 1970 à 2100 (projection)



Source: Roser n.d.

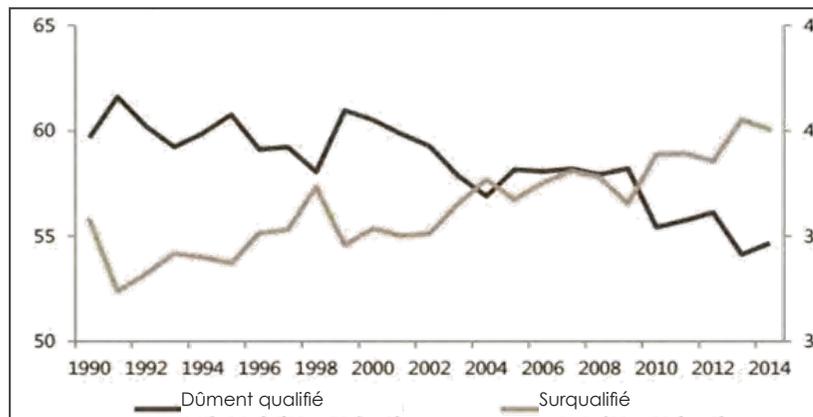
Mais comme tout marché, une déconnexion entre l'offre et la demande pourrait rapidement perturber le statu quo. Il y a eu une sorte de dérapage dans l'offre des diplômés universitaires par rapport au marché de l'emploi, et ce, de deux façons. D'abord, la production canadienne et américaine de diplômés universitaires a dépassé la demande pour les travailleurs possédant des compétences universitaires générales. Les diplômés universitaires ont encore des résultats d'emploi plus positifs que ceux des personnes qui n'ont pas de diplôme collégial ou un grade universitaire; mais, au cours des dernières années, un nombre grandissant de diplômés ont accepté des emplois n'exigeant pas d'études universitaires, de grades professionnels supérieurs, ou bien ils sont retournés au collège ou à d'autres instituts de formation, afin de s'assurer d'avoir une compétence commercialisable. La deuxième transition est potentiellement plus dérangeante. La hausse des inscriptions des universités qui ne sont pas de l'Ouest – la Chine a plus d'étudiants aux études supérieures qu'il y a de personnes au Canada – a permis à une grande partie de la production de travailleurs spécialisés et très qualifiés de migrer depuis l'Amérique

du Nord et l'Europe de l'Ouest vers l'Asie orientale, l'Asie du Sud et l'Europe de l'Est.

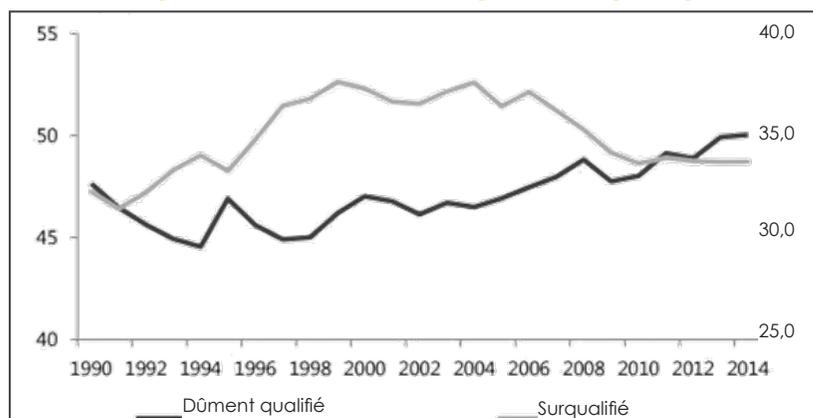
Actuellement, il y a une forte demande nationale et internationale pour des diplômés dans des domaines professionnels sélectifs – génie, comptabilité, médecine, soins infirmiers et quelques autres. Dans d'autres domaines qui offrent depuis longtemps des possibilités, les universités produisent plus de diplômés que ce que peut absorber rapidement le marché du travail. Dans les domaines plus généraux des arts et des sciences, il y a peu de signes d'une demande non satisfaite pour des diplômés généraux, et il y a une incertitude d'emploi considérable et du chômage chez les diplômés (voir la figure 2). Le problème est même plus aigu en Europe, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, où l'instabilité politique se perpétue. Avec les coûts des études universitaires qui augmentent plus rapidement que le taux d'inflation dans de nombreux pays, l'angoisse entourant l'emploi et les dettes étudiantes sont devenues des réalités de la vie dans de nombreuses parties du monde, y compris la Chine et l'Inde.

Figure 2 : Titres de compétences vs exigences scolaires pour les diplômés collégiaux et universitaires récents, Canada, de 1990 à 2014

A. Pourcentage des travailleurs avec un grade universitaire, âgés de 25 à 34 ans



B. Pourcentage des travailleurs avec un grade collégial, âgés de 25 à 34 ans



Source : Tencer 2015.

Systeme collégial, polytechnique et universitaire au Canada

Le système postsecondaire canadien est un des meilleurs du monde. Le Canada a l'un des plus hauts taux de participation postsecondaire, dans une large mesure en raison de l'attrait reconnu des établissements collégiaux et polytechniques. Les gouvernements continuent de promouvoir l'éducation supérieure, croyant qu'un plus grand nombre d'inscriptions produira une main-d'œuvre très qualifiée qui, ensuite, produira, appuiera et alimentera une économie innovatrice. Le Canada a quatre universités classées parmi les cent premières du monde et vingt-cinq parmi les 500 institutions reconnues pour être des chefs de file au niveau mondial. Les établissements polytechniques du pays, tout en attirant beaucoup moins d'attention qu'ils n'en méritent, offrent de plus en plus une formation technologique poussée et développent des compétences qui préparent à l'emploi immédiat. Les collèges ont un plus large éventail de programmes, insistant sur les débuts professionnels, l'éducation de base des adultes, la formation technique et pour les métiers. Le système est même plus complexe, avec une série d'institutions provinciales de téléenseignement, des universités privées, des collèges et universités confessionnelles, des collèges professionnels privés et des centaines d'instituts de formation privés. Plusieurs universités internationales, surtout des États-Unis, ont des campus au Canada. De plus, de plus en plus d'institutions privées offrent des services aux étudiants internationaux, ordinairement des programmes de collèges et d'universités accrédités. Somme toute, l'éducation postsecondaire est beaucoup plus que des établissements qui accordent localement des grades, soutenus par des fonds provinciaux et offrant des programmes menant à un grade, puis accrédités par le gouvernement provincial.

SYSTEME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE DE L'ONTARIO

Le système d'éducation postsecondaire de l'Ontario est la grosse partie, et un microcosme, des institutions d'enseignement collégiales, universitaires et autres au Canada. L'Ontario a un réseau avancé d'universités financées par la province et menant à un grade. Plusieurs des universités ont des campus satellites, depuis les exploitations de grande ampleur de l'Université de Toronto à Mississauga et à Scarborough, jusqu'à l'Université de Hearst, de langue française, avec un

campus à Timmins, fédéré à l'Université Laurentienne, puis à des centres locaux, tel celui Orillia (Lakehead). Les universités de l'Ontario ont même créé des campus à l'étranger à des endroits tels que les Émirats arabes unis (Waterloo, maintenant retiré) et le Royaume-Uni (Queen's). La province a aussi une excellente série d'établissements collégiaux et polytechniques communautaires. En outre, le gouvernement de l'Ontario a encouragé activement un élargissement de la coopération collège-université, qui comprend plusieurs collaborations entre les universités et Northern College, et il souhaite vivement favoriser des transitions plus faciles entre les établissements collégiaux, polytechniques et universitaires.

ATTENTES DES PARENTS ET LA PRÉFÉRENCE UNIVERSITAIRE

Surtout en raison des expériences professionnelles des diplômés universitaires au cours des dernières décennies et apparemment de la préférence sociale pour l'éducation universitaire, les universités sont devenues les institutions que choisissent beaucoup de parents – probablement la plupart. Des études ou grades universitaires sont requis pour accéder aux programmes d'études pour l'élite ou axés sur une profession telle que l'enseignement, le droit, la médecine, la pharmacie, la médecine vétérinaire et la direction d'entreprise; les gens croient qu'ils permettent d'accéder facilement à des emplois bien rémunérés, stables et prestigieux dans les secteurs privé et public.

Compte tenu des interminables conversations sur l'« économie du savoir » – une préoccupation de longue date de l'ancien premier ministre de l'Ontario, Dalton McGuinty (2003-2013) – ainsi que de la célébration de la culture populaire répandue des lieux de travail ressemblant à des campus et des offres d'options sur actions de Google, Open Text, Apple, Blackberry, Facebook et d'autres entreprises de la haute technologie, il n'est guère étonnant que des parents et beaucoup de jeunes préfèrent ces carrières au travail des cols bleus, des métiers et des techniciens. Toutefois le résultat a été une insistance croissante sur les études universitaires, à un point tel qu'un nombre considérable d'étudiants inadéquats sont poussés vers les universités, et ce, par les parents, les amis, les

conseillers en orientation et d'autres. Avec un nombre limité (mais inconnu) d'étudiants très intelligents, bien motivés et engagés, disponibles pour un nombre grandissant d'institutions et de places universitaires, il s'ensuit que certains étudiants médiocrement préparés et moins motivés se sont inscrits dans des universités. Cela s'est ensuite traduit par des taux considérables de décrochage (à savoir, les étudiants qui décident de ne pas poursuivre leurs études) et par un nombre grandissant d'étudiants qui parviennent à obtenir un grade (de trois ans, en particulier), mais seulement après un prolongement de la durée de leur période d'études dans l'institution.

STATUT/PRESTIGE DE LA HIÉRARCHIE ÉDUCATIONNELLE

Un résultat de la préférence universitaire, et ce n'est pas étonnant, a été l'instauration d'une hiérarchie institutionnelle officieuse. La structure informelle est simple : les meilleurs étudiants et les mieux qualifiés vont à l'université, où ils sont formés pour les professions de haute qualité et bien rémunérées; les élèves se destinant aux métiers et aux emplois techniques se dirigent vers les établissements polytechniques – un collège qui accorde des grades d'études appliquées et pour des activités de recherche appliquée; les personnes plus faibles qui cherchent des entrées pour des carrières de base vont à un collège communautaire. Cette hiérarchie est plus trompeuse qu'utile. Certains programmes collégiaux et polytechniques ont de longues listes d'attente, ce qui souvent force les étudiants à retarder de plusieurs années leur entrée. Beaucoup de diplômés d'établissements collégiaux et polytechniques reçoivent des offres d'emploi concurrentielles et bénéficient d'emplois stables et bien payés. Inversement, certains diplômés de programmes universitaires et qui ont fait des études d'une qualité exceptionnelle, ont du mal à trouver du travail et leur rémunération est plus près de celle de diplômés d'écoles secondaires, ce qui ne correspond pas aux attentes habituelles des diplômés universitaires.

TENDANCES DES EXPÉRIENCES DES ÉTUDIANTS UNIVERSITAIRES CONTEMPORAINS

Pour être clair, je dirai qu'il n'y a pas de voie simple, sûre ou garantie permettant de passer des études universitaires et techniques au marché du travail. Il y a cinq ans, les étudiants en ingénierie pétrolière et gazière prévoient des emplois bien rémunérés et des possibilités concurrentielles. Avec l'effondrement de ce secteur, il est difficile de trouver un emploi de base. Dans certains domaines – tels le génie, les sciences informatiques, les soins infirmiers, la comptabilité et l'économie – les perspectives d'emploi demeurent rassurantes. Inversement, la surproduction systématique d'enseignants qualifiés a abouti à un

gros surplus, à un chômage répandu et à des emplois temporaires de diplômés en pédagogie. Beaucoup de diplômés universitaires, sans voie claire pour le marché du travail, s'inscrivent dans des établissements collégiaux ou polytechniques, afin de devenir plus attrayants pour les employeurs, cependant que de nombreux diplômés d'établissements collégiaux ou polytechniques poursuivent leurs études à l'université et combinent des formations technique et universitaire. Le recyclage du milieu des carrières et des carrières avancées brouillent les démarcations entre l'éducation collégiale et universitaire. En dépit des suppositions simplistes des parents, des étudiants et des représentants gouvernementaux, l'expérience réelle des jeunes adultes suggère que la hiérarchie éducationnelle est fautive, puis que l'intersection de l'éducation, de la formation, de la recherche d'emploi et de l'emploi même est beaucoup plus complexe que ne le croient les gens. L'éducation universitaire, même si elle n'est pas une panacée, offre un espoir raisonnable à ceux qui terminent leurs études et même de meilleures opportunités à ceux qui choisissent des programmes dans les domaines où la demande est élevée. La même chose est vraie pour les collèges et les écoles polytechniques, qui comportent de solides possibilités d'emploi et des rendements raisonnables pour les investissements des étudiants en temps comme en argent.

PÉNURIES DE COMPÉTENCES, EMPLOI ET DÉFIS DU VINGT-ET-UNIÈME SIÈCLE

Prédire les perspectives d'emploi s'est avéré difficile et non fiable. La combinaison de la concurrence mondiale, les progrès économiques de l'Asie de l'Est et du Sud, les virages cycliques des marchés des produits de base, l'impact des nouvelles technologies sur les milieux de travail (en particulier la robotique et l'intelligence artificielle) ont beaucoup affaibli les certitudes du passé. Certains chercheurs prétendent qu'entre un quart et la moitié des travailleurs industriels de l'Ouest pourraient être remplacés en raison d'innovations technologiques. Des perturbations majeures ont déjà eu lieu dans certaines parties de l'économie des ressources naturelles, en particulier la foresterie et le secteur manufacturier. La portée du changement technologique atteint maintenant le secteur des services, de toute évidence du côté des banques; il y a des incursions dans les services professionnels, tels le droit et la comptabilité. Beaucoup d'observateurs prévoient des changements substantiels dans les soins de santé et l'éducation au cours des prochaines années.

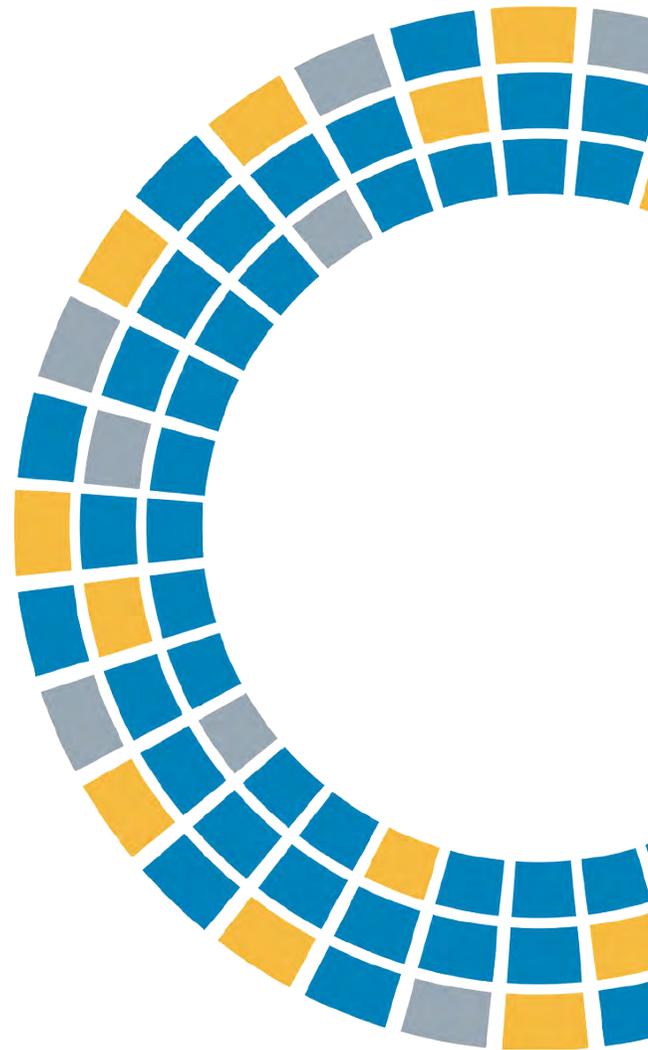
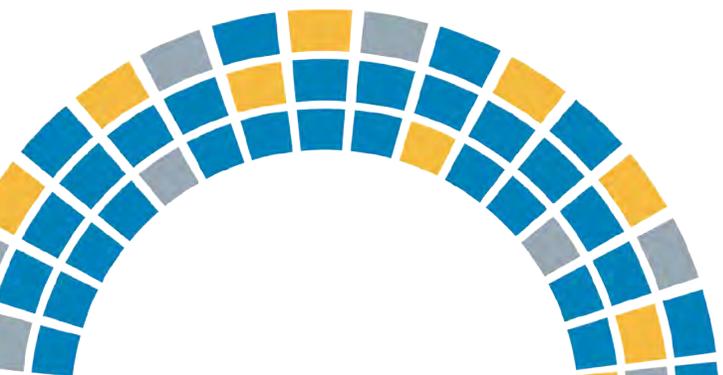
En plus des changements reposant sur la technologie, une quantité considérable de travail est passée des secteurs industriel et des ressources naturelles au secteur des services. Le travail à temps partiel et occasionnel (contrats à court terme) est maintenant plus répandu,

cependant que la compétition féroce pour les emplois bien rémunérés et stables a permis de freiner les salaires. Au Canada et aux États-Unis, de nombreuses personnes ont choisi de quitter carrément la population active. Un nombre significatif de travailleurs potentiels, notamment les Autochtones qui vivent dans des collectivités éloignées, les handicapés, les anciens prisonniers, les chômeurs à long terme et multigénérationnels, sont davantage éloignés de la population active. L'Ontario, comme un analyste le décrivait, possède une économie caractérisée par des postulants sans emploi et des emplois sans postulants (people without jobs, jobs without people) (Miner 2010). Les gouvernements du monde s'efforcent de déterminer le futur de l'emploi et les stratégies les meilleures pour préparer les jeunes adultes à du travail à long terme.

Il y a quelques incertitudes pour l'emploi au vingt-et-unième siècle, même si les perspectives sont plus positives que certains ne le croient. Le déplacement de certains travaux libère de l'argent et des travailleurs pour d'autres sortes d'entreprises et d'emplois. Il y a toutes les raisons de croire qu'il continuera d'y avoir beaucoup d'emplois à l'avenir, mais ils seront probablement considérablement différents d'aujourd'hui par leur nature, le niveau de compétences et la rémunération. De nouvelles entreprises repoussent les frontières du commerce et des services, et de nouvelles technologies créeront des produits, des services et des possibilités d'emploi qui ne sont pas encore concrétisés.

Beaucoup de diplômés universitaires,
sans voie claire pour le marché du travail,
s'inscrivent dans des établissements
collégiaux ou polytechniques,
**afin de devenir plus attractifs
pour les employeurs,**

Ce qui également probable, c'est qu'un pourcentage supérieur de travail dans le futur sera entrepreneurial par sa nature, particulièrement sous la forme de la vente de services personnels et de petites entreprises de services. Les institutions postsecondaires font face au formidable défi de préparer les jeunes adultes pour la population active de l'avenir, ce qui est peu compris aujourd'hui.



Comparaison des contextes institutionnels éloignés et du Nord

La perspective d'une université autonome de langue anglaise à Timmins devrait être comprise dans le contexte élargi de la programmation de l'éducation postsecondaire dans les régions éloignées et dont la population est clairsemée.

CANADA

Les provinces et territoires du Canada ont élaboré un système global d'éducation postsecondaire, qui comprend un nombre significatif d'institutions indépendantes et l'offre répandue d'une programmation de niveau universitaire dans le Nord du pays. Dans la liste suivante se trouvent certaines des institutions et options postsecondaires existantes du Nord canadien.

Nord ontarien : Conformément à la description antérieure, le Nord ontarien possède un solide réseau postsecondaire, y compris un ensemble réussi de collèges communautaires et de quatre universités. En outre, la province supporte OntarioLearn et eCampusOntario, services qui offrent aux étudiants de la province des possibilités d'éducation en ligne et à distance.

Nord du Québec : Les vastes systèmes des CEGEP (établissements collégiaux et préuniversitaires) et de l'Université du Québec ont une présence dans le Nord. Il y a plusieurs universités qui ont des responsabilités dans le moyen Nord, l'Université du Québec à Rimouski se trouvant la plus au Nord dans le système.

Yukon : Yukon College a des campus dans toutes les collectivités de taille suffisante sur le territoire. L'institution négocie des programmes, surtout professionnels, d'universités canadiennes et américaines (de l'Alaska), afin de répondre à la demande et aux besoins connus du territoire.

Colombie-Britannique : Le gouvernement provincial a mis sur pied l'University of Northern British Columbia (UNBC), à la suite de la demande d'une campagne régionale soutenue et bien coordonnée. L'UNBC a ouvert ses portes en 1994 puis a émergé dans l'élite des petites universités du pays. Cette université est exploitée en collaboration avec quatre collèges communautaires du Nord, partage des installations sur les plus gros campus, attire des enseignants du niveau collégial et élabore des programmes d'études échelonnés.

Alberta : Dans le Nord albertain se trouvent des collèges régionaux, qui se concentrent surtout sur une programmation pour les domaines techniques et des services, et ils mènent à un diplôme. L'Université Athabasca (UA), l'institution d'enseignement à distance

de l'Alberta, fait un effort spécial pour servir les collectivités du Nord, rurales et autochtones. L'UA possède un campus dans la ville d'Athabasca, mais n'a pas de programmes d'enseignement direct sur place. L'offre variée de cours en lignes et de programmes est appariée à une politique d'ouverture, afin d'élargir l'accès pour les étudiants ruraux et du Nord.

Manitoba : Les trois institutions du Sud du Manitoba ont une longue histoire en matière d'offre de programmation de niveau universitaire dans le Nord. La principale institution est l'University College of the North, qui se trouve à Thompson; il y a de plus un site secondaire à The Pas ainsi que douze centres communautaires. Le collège offre une gamme complète de programmes techniques menant à un diplôme ou à un grade; l'accent est particulièrement mis sur la réponse aux besoins universitaires et professionnels de la moitié nord de la province.

Saskatchewan : Il n'y a qu'une institution postsecondaire dans le Nord de la Saskatchewan, Northlands College. Ce collège, correspondant au modèle du système collégial régional de la Saskatchewan, se concentre sur le recyclage de base des adultes et les programmes universitaires et professionnels négociés, surtout des universités de la Saskatchewan et de SaskPoly. L'Université de la Saskatchewan offre un programme spécial de deuxième cycle, la maîtrise en gouvernance et en développement du Nord, conçue pour préparer les résidents du Nord à travailler dans la région.

Terre-Neuve-et-Labrador : L'Université Memorial de Terre-Neuve-et-Labrador offre dans la province des services et de la programmation. Mentionnons particulièrement le Harris Centre, un organisme communautaire de recherche et d'approche, ainsi que le Labrador Centre, situé à Happy Valley-Goose Bay, et qui assume la responsabilité de promouvoir la recherche et l'enseignement pertinents pour la région.

En somme, le Nord canadien est servi par une série d'universités de recherche, d'établissements axés sur l'enseignement et de collèges qui s'occupent de formation professionnelle et technique, de métiers et d'apprentissages. La taille des institutions varie, depuis les petits centres communautaires jusqu'aux

universités régionales où se fait beaucoup de recherche. Le Nord ontarien a l'un des systèmes postsecondaires les plus complets du pays, avec un éventail de collèges et d'universités dans la région.

AUTRES PAYS

Évidemment, le Canada n'est pas le seul pays qui doit faire face aux difficultés d'offrir l'éducation postsecondaire, des programmes universitaires ainsi que de la recherche avancée dans ses régions nordiques et éloignées. Il vaut la peine d'examiner quelques autres exemples, même brièvement.

États-Unis : Les États-Unis ont le système postsecondaire le plus gros et le plus complet, y compris des institutions, collèges et universités privés et publics. Par exemple, l'Alaska a un système complet qui combine la programmation collégiale et universitaire. L'institution de recherche fer de lance se trouve à Fairbanks, et le plus gros groupe d'étudiants est à l'Université d'Alaska-Anchorage. Une série de centres communautaires offre des cours et, dans certaines collectivités, des programmes permettent d'obtenir un grade. La conception du système d'Hawaï est similaire; ce système est dirigé par l'Université d'Hawaï, laquelle comprend trois campus universitaires, sept campus collégiaux communautaires ainsi qu'une série de centres locaux qui offrent l'accès aux cours et aux programmes collégiaux et universitaires.

Australie : Le système universitaire de l'Australie, comme celui du Canada, est dans une large mesure urbain. Des centres plus petits ont toutefois des universités autonomes, dont l'Université de New England, à Armidale, New South Wales, l'université du pays qui s'occupe de l'enseignement à distance; l'Université Charles Darwin, à Darwin, Northern Territory. Dans d'autres collectivités, il y a des installations satellites – dont le campus de l'Université de South Australia, à Wyalla – spécialement conçues pour répondre aux besoins de leur région, des collectivités plus petites et des régions rurales en général.

Scandinavie : La Norvège, la Suède, la Finlande et l'Islande ont élaboré un réseau de collèges et d'universités qui servent bien les régions nordiques, les centres plus petits et les zones éloignées. Dans la gamme des institutions se trouvent de grosses universités de recherche qui sont des réussites (Tromsø, Uma et Oulu), des campus offrant des programmes spécialisés pour l'ensemble du pays (Université de Rovaniemi), ainsi que des institutions culturelles telles que l'Université des sciences appliquées des Samis. Les pays scandinaves ont fait l'essai d'institutions réparties (campus dans diverses collectivités), de l'intégration des collèges et universités (Tromsø) puis d'institutions de recherche et d'études supérieures seulement (University Centre, à Svalbard).

Groenland/Îles Féroé : Les régions éloignées, les sociétés insulaires et les zones faiblement peuplées ont, comme Timmins, vu les universités comme facteurs centraux pour le développement économique et social. Et le

Groenland et les Îles Féroé ont de petites universités qui sont vraiment viables compte tenu du nombre des inscriptions d'étudiants, mais elles sont aussi maintenues afin de permettre l'accès aux programmes universitaires et professionnels pertinents pour la région; de soutenir des programmes de recherche spécialisés; de démontrer, symboliquement, l'engagement de l'État envers la région.

Ici, le principal point est simple : dans certaines régions du Nord, les gouvernements investissent beaucoup dans la recherche et l'enseignement; dans d'autres, les services sont minimaux et de beaucoup inférieurs à ceux qui sont offerts dans les zones urbaines ou du Sud. Globalement, l'investissement du Canada dans l'éducation postsecondaire du contexte nordique est surtout axé sur les collèges communautaires, les métiers et l'enseignement technique. Les petites populations éparpillées amoindrissent l'efficacité des modèles universitaires fondés sur les inscriptions. Inversement, les institutions qui reposent sur de la recherche propre à une région et une programmation professionnelle spécialisée ont mieux réussi. Les endroits où il y a de grosses populations autochtones ont généralement été servis par des institutions qui se concentrent surtout l'éducation de base, le recyclage, les métiers et l'enseignement technique.

Comme le montrent les profils de l'annexe A, il n'y a pas de modèle unique d'éducation postsecondaire nordique ou pour les zones éloignées. Parmi les caractéristiques communes des institutions qui ont réussi se trouvent celles-ci :

un appui politique continu des gouvernements régionaux et/ou nationaux;

un symbolisme bien connu est attaché à la présence d'une université dans la collectivité ou la région;

un engagement communautaire ferme (démontré par la préférence des étudiants pour des études dans la localité);

un mandat nordique/régional spécifique qui est révélé par les programmes offerts et les centres de recherche;

un modèle opérationnel qui ne soit pas surtout piloté par les inscriptions d'étudiants.

Modèles de réalisation des programmes universitaires

Bien que la plupart des gens comprennent l'université au sens traditionnel du terme, à savoir une installation physique, des professeurs permanents et des cours en classe, en fait, il y a de nombreux modèles d'éducation et de recherche universitaires.

L'université autonome : Ordinairement les collectivités favorisent l'université standard, autonome et qui accorde des grades. Généralement de telles institutions ont d'assez grosses installations et sont adéquatement équipées; elles ont des enseignants et du personnel permanents, une bibliothèque, des laboratoires et une charte provenant du niveau gouvernemental pertinent. Elles sont autonomes et autogérées.

Modèle du point d'accès : De plus petits centres, sous de nombreuses compétences, ont souvent été servis par des campus plus modestes et limités, ordinairement pour des étudiants de première et de deuxième années seulement. Ces institutions aident les étudiants à progresser directement après le niveau secondaire ou à retourner aux études à titre d'apprenants adultes. Northern College a cette fonction précieuse dans la région de Timmins.

Campus satellite d'une université existante : Une façon de limiter les dépenses, en particulier celles de la gestion, est de créer un campus satellite d'une université existante et de restreindre la prestation des programmes. Dans certains cas, ces institutions mettent l'accent sur un petit nombre de programmes accordant des grades et facilitent les cheminements vers l'achèvement des études au campus principal.

Programmes négociés/réalisation de programmes spécifiques : Dans de plus petites collectivités et des régions éloignées, il n'y a pas assez d'étudiants pour soutenir des programmes permanents. Il est de plus en plus fréquent pour les institutions de travailler en

partenariat, d'offrir pendant une période limitée (et souvent en fonction d'une cohorte) un programme offrant un grade. Il s'agit habituellement de domaines professionnels tels que les soins infirmiers, l'enseignement et les affaires.

Offre de programmes multiinstitutionnels : Parmi les modèles innovateurs pour la formation postsecondaire se trouve l'élaboration de programmes multiinstitutionnels, afin de servir des populations éparses. L'École de médecine du Nord de l'Ontario, une collaboration entre l'Université Laurentienne et l'Université de Lakehead, a été une réalisation considérable à cet égard. Sa réussite tient à la formation de médecins, mais même plus au maintien de la formation médicale adéquate, régionale et axée sur le Nord. L'École, même si elle n'existe que depuis 2005, a déjà eu un impact au regard de la pénurie de médecins dans le Nord ontarien.

Institution d'enseignement à distance : Les gouvernements luttant pour répondre à la demande des étudiants et pour offrir l'accès généralisé s'intéressent de plus en plus aux capacités de l'enseignement en ligne ou à distance et aux institutions connexes. Ils sont en partie attirés par les économies d'échelles qu'ils perçoivent, par les coûts inférieurs par étudiant et par la contribution qu'apportent les systèmes en ligne lorsqu'il s'agit d'assurer que soit accessible à tous l'éducation universitaire. Ces systèmes ont des problèmes, en particulier pour l'achèvement des cours et la diplomation, mais ils ont permis aux étudiants

de collectivités éloignées ou vivant loin d'un campus physique de poursuivre leurs études universitaires. L'existence d'eCampus Ontario, par exemple, permet aux apprenants de l'Ontario, notamment du Nord, d'accéder à des centaines de cours et à des dizaines de programmes menant à un grade; il est de plus possible de gérer l'échelonnement et d'obtenir un transfert de crédits. Les cours en ligne et les institutions ne sont clairement pas entravés par des frontières provinciales ou nationales : la plupart des étudiants de l'Université Athabasca de l'Alberta ne sont pas du tout du Nord de la province, mais des villes majeures de l'Alberta et, fait intéressant, de l'Ontario (ce qui représente 35 % de ses étudiants).

Programmes échelonnés entre les établissements collégiaux/polytechniques et universitaires : Les collectivités et régions du Nord qui peuvent attirer et soutenir une institution distincte ont travaillé pour relier les collèges et écoles polytechniques aux universités, afin d'élaborer des programmes échelonnés. Dans ces cas-là, l'étudiant débute au niveau collégial son travail universitaire et, ensuite, ordinairement aux mêmes installations, termine ses études et obtient son grade universitaire. À Timmins, Northern College a un solide bilan au regard de la facilitation de ce modèle de prestation.

Nord ontarien : Transitions récentes

Le Nord ontarien est à un point important de son histoire. L'ancienne économie des ressources naturelles passe par une période de transition majeure. Des milliers d'emplois reliés à la foresterie ont disparu; les collectivités qui en dépendaient sont plus petites et leur économie a perdu de sa robustesse. Le secteur minier fonctionne raisonnablement bien, mais quand les mines approcheront de la fin de leur cycle de vie (p. ex. la Kidd Mine près de Timmins), les collectivités auront des pertes substantielles d'emplois et d'entreprises. Plus subtilement, les nouvelles technologies ont raflé des emplois dans les secteurs des ressources et des services, bien qu'il soit difficile de déterminer précisément à quel rythme. La région est bien différente de ce qu'elle était dans les années 1950 et 1960, lorsque le développement soutenu et les investissements gouvernementaux connexes dans les infrastructures favorisaient la croissance régulière et parfois dramatique dans le Nord. C'était, après tout, le temps où les universités Laurentienne, de Lakehead et de Nipissing étaient créées et lorsque le système collégial connaissait une expansion spectaculaire. Comparativement, le Nord ontarien est raisonnablement riche, bien que la plupart des collectivités autochtones de la région n'aient pas eu une part équitable de la prospérité.

PROFIL DÉMOGRAPHIQUE

Comme nous l'avons fait remarquer plus tôt, Timmins et la région n'ont pas suivi le rythme du reste de l'Ontario et du Canada. La population canadienne a augmenté de façon spectaculaire, depuis un peu moins de 22 millions d'habitants, en 1971, à 36,5 millions en 2016. Par contre, la population de Timmins a chuté de plus de quatre mille habitants entre 1991 et 2011. Inversement, la population autochtone de la région a continué de croître substantiellement. Sur le plan démographique, l'argument en faveur d'une université ne serait pas lié aux besoins non comblés d'une population qui augmente, mais plutôt à l'occasion de stabiliser, d'élargir et de diversifier l'économie régionale, contribuant par conséquent à la hausse démographique future.

PREMIÈRES NATIONS ET MÉTIS

Les peuples autochtones ont toujours été culturellement et démographiquement importants dans le Nord. L'habilitation continue des collectivités autochtones, à l'aide d'accords politiques, de décisions de tribunaux puis d'efforts de réconciliation, a amplifié leur rôle dans la vie économique, sociale et politique du Nord ontarien. Les collectivités autochtones ont des besoins

considérables qui ne sont pas comblés en éducation, mais la principale cible sera le niveau préuniversitaire pour une génération ou deux.

Les universités régionales existantes ont des programmes exemplaires conçus spécifiquement pour servir les étudiants et collectivités autochtones. Les principaux besoins éducatifs sont aux niveaux préscolaire, primaire et secondaire; les universités apportent une contribution considérable à ces efforts, et ce, par la formation de spécialistes de la petite enfance, d'enseignants, de travailleurs sociaux et d'autres professionnels.

RÉALITÉS POLITIQUES DU NORD ONTARIEN

Le Nord provincial, et pas seulement en Ontario, est généralement la partie la plus impuissante du pays. La représentation de ces zones est limitée – seulement 10 sur 107 membres de la législature ontarienne, et elle est grandement surpassée en nombre par la région du Grand Toronto –; les préoccupations régionales ont rarement été mises bien en évidence dans la politique provinciale. Il est vrai que le Nord n'est pas sous-représenté par rapport à sa population, mais la logistique et les difficultés personnelles associées à la représentation de circonscriptions nordiques éloignées compliquent la vie politique d'un élu du Nord. Par conséquent, il n'est pas étonnant que les préoccupations du Nord retiennent relativement peu d'attention au niveau provincial. Les défis entourant l'obtention de soutien pour les préoccupations du Nord sont également influencés par les tendances historiques du vote. Dans une large mesure, en raison de la force à long terme des syndicats des métiers dans les secteurs liés aux ressources naturelles et aux industries, le Nord ontarien a penché vers le Nouveau Parti démocratique (NPD), lequel a eu tendance à favoriser les enjeux régionaux. Toutefois, le NPD est habituellement dans l'opposition, et il est reconnu que le fait de ne pas avoir de représentation dans le caucus du gouvernement a un prix inconnu – un défilé bien connu, puis-je m'empêcher d'ajouter, pour les zones représentées par des membres de partis de l'opposition. Puisqu'une nouvelle institution serait en concurrence pour les étudiants et le financement, et ce, avec trois universités existantes du Nord, il est possible que les représentants des collectivités dans lesquels se trouvent ces universités soient défavorables à la création d'une université à Timmins.

Dans la mesure où le gouvernement provincial actuel se concentre sur le système postsecondaire – et que le

gouvernement continue de privilégier l'expansion des universités et de promouvoir l'éducation collégiale et polytechnique –, le Nord ontarien semble bas sur la liste des plans d'expansion. L'annonce d'octobre 2016, par lequel le gouvernement annonçait qu'il appuierait de nouveaux campus (d'universités existantes) à Milton et à Brampton, puis l'annonce en 2017 d'un nouveau campus de l'Université York, à Markham, afin de répondre aux besoins de la grosse population de banlieue de plus d'un million de personnes vivant dans la région de York, démontre que l'investissement du gouvernement provincial insiste sur l'expansion de l'éducation dans le Sud ontarien – certes, Barrie, une grande ville dont la croissance est rapide, à seulement une heure de voiture, au nord de Toronto, a été ignorée.

MENACES ET OPPORTUNITÉS

Le Nord ontarien fait face à un ensemble varié d'opportunités et de menaces au cours des prochaines années. Les prix des produits de base demeurent élevés; si les questions environnementales peuvent être abordées, et si le soutien et l'engagement des collectivités autochtones peuvent être obtenus, le secteur des ressources naturelles pourrait demeurer solide et stimuler l'économie du Nord. Les nombreux débats entourant les gisements du seul Cercle de feu pourraient se traduire par des milliards de dollars d'activité additionnelle. Inversement, la fermeture imminente de la Kidd Mine est un rappel douloureux pour les habitants de Timmins, celui de la nature cyclique de l'industrie minière. Ne pas résoudre ces trois grands problèmes pourrait ralentir considérablement l'économie du Nord.

Bien que les exploitations forestières, dont les pâtes et papiers, aient eu de longues périodes généralement profitables, les ralentissements à long terme sur les marchés internationaux ont amoindri un segment significatif de l'économie du Nord. L'exploitation minière est intrinsèquement cyclique en raison des fluctuations du prix et de la demande dans le monde ainsi que des cycles de vie historiquement courts de la plupart des exploitations. Selon les prévisions, ces tendances devraient se maintenir, avec une tendance générale vers moins d'exploitations et d'emplois. De plus, une préférence croissante des entreprises favorise les employés qui font la navette aérienne; ainsi, pour les entreprises, il est plus facile de gérer les besoins de travailleurs; le pourcentage des travailleurs installés en permanence dans le Nord est donc inférieur. Cela, par conséquent, réduit l'impact économique local du développement des ressources naturelles et répand dans d'autres parties du pays les avantages de l'emploi dans ces exploitations. La promotion agressive du tourisme a aidé à contrebalancer l'économie généralement stagnante des ressources naturelles, mais l'activité touristique du Nord a par le passé été limitée à trois ou quatre mois de l'été et de l'automne – bien que la Corporation du développement économique de Timmins ait mis l'accent sur le tourisme et d'autres activités hivernaux. Le Nord n'a pas de forte économie

parallèle en développement, mais les universités Laurentienne et de Lakehead, avec les collèges du Nord, ont travaillé agressivement sur la diversification, se concentrant dans une large mesure sur des extensions à valeur ajoutée du secteur des ressources naturelles.

NOUVELLES TECHNOLOGIES ET PERSPECTIVES DU NORD

Au niveau mondial, les prévisions du développement économique à court et à long terme visent la commercialisation de la science et de la technologie ainsi que l'expansion de l'économie du savoir. Dans le premier cas, le changement technologique, en particulier les robots industriels et les systèmes émergents de l'intelligence artificielle, réécrivent les règles fondamentales de la fabrication, des procédés industriels et, plus récemment, du secteur des services. La transition technologique paraît dans des innovations telles que les services bancaires en ligne, le libre-service aux caisses des supermarchés, les scieries contrôlées par ordinateur, les robots miniers et le camionnage automatisé. Au cours des prochaines années, les entreprises pourraient opter pour des mines complètement automatisées, exploitées à distance du corps de minerai, des diagnostics et traitements médicaux également à distance. Les innovations continues dans le secteur de l'éducation peuvent potentiellement perturber les méthodes d'enseignement classiques tant au niveau de la maternelle à la 12^e année qu'à celui des études postsecondaires. Beaucoup de sociétés et d'organismes luttent avec des investissements continus dans des moyens classiques de mener des affaires au lieu de s'engager dans des systèmes plus nouveaux et reposant sur la technologie. Les nouvelles technologies ont été accompagnées de virages majeurs dans l'économie et la société – pensez à iTunes, à Netflix, aux téléphones intelligents, aux services bancaires en ligne et à d'autres –, qui ont perturbé substantiellement l'activité économique. Beaucoup d'observateurs croient que, dans le prochain quart de siècle, il y aura des changements encore plus rapides et radicaux, de plus grands bouleversements dans l'emploi et l'économie. Tournant la révolution technologique, depuis une perte nette – la trajectoire actuelle – vers un gain net, exigera de la vigilance technologique, une volonté d'expérimenter, des travailleurs très bien formés, une solide infrastructure sous-jacente (électricité et Internet, en particulier), puis des capitaux à investir, facilement accessibles. Pour le moment, la plupart des régions éloignées et du Nord sont reliées à des économies classiques, n'aiment pas le risque, ont des insuffisances d'infrastructure, luttent pour attirer et pour conserver des spécialistes techniques et ont du capital limité à investir. À moins que le Nord en général et le Nord-Est spécifiquement ne changent d'orientation en matière de changement technologique, soit qu'ils évitent la bulle technologique (comme l'essor du « point com » qui reposait sur des attentes très exagérées), soit qu'ils rateront la transition vers une nouvelle économie robuste et créatrice.

Perspectives et opportunités à Timmins et dans le Nord-Est ontarien

Les universités sont coûteuses, ont besoin d'investissement immédiat en immobilisations et ont des coûts à long terme pour les salaires et l'entretien. Le Canada a déjà l'un des systèmes d'éducation postsecondaire les plus vastes et globaux du monde. Les arguments en faveur d'une nouvelle institution postsecondaire doivent s'inscrire dans le contexte social, économique et politique de la collectivité et de la région hôtes proposées. La situation dans le Nord-Est ontarien et à Timmins est complexe et difficile; elle reflète les réalités de l'isolement, d'une population peu nombreuse et d'une économie des ressources naturelles qui est cyclique. Dans ce qui suit se trouvent plusieurs des grandes caractéristiques et réalités socioéconomiques auxquelles fait face la région.

RÉALITÉS DÉMOGRAPHIQUES ET DEMANDES POTENTIELLES DES ÉTUDIANTS

La justification principale et typique pour la création d'une université ou d'un campus satellite est la demande non comblée des étudiants qui veulent faire des études postsecondaires. Timmins et le Nord ontarien ont des populations substantielles, mais sont encore assujettis à des fluctuations cycliques importantes et à une incertitude considérable. Le nombre des diplômés du niveau secondaire a décliné régulièrement, et cette tendance continuera probablement. Les collectivités des Premières Nations et des Métis affichent une croissance remarquable; plus d'Autochtones passent maintenant des réserves isolées et souvent éloignées à des villes et villages plus grands. Avec des taux de diplomation des écoles secondaires, qui sont bien inférieurs à ceux des moyennes provinciales et nationales, il faudra vraisemblablement plusieurs générations avant que les taux de participation aux études postsecondaires des Autochtones approchent les normes provinciales. Bref, cela signifie que la demande non comblée relative à l'accès à l'université dans la région est bien au-dessous de la situation dans l'ensemble de l'Ontario.

PÉNURIES DE COMPÉTENCES ET POSSIBILITÉS D'EMPLOI

Les pénuries de compétences et d'emplois au Canada ont été très discutées mais peu comprises. Même si certains secteurs et industries sont aux prises avec de graves pénuries de travailleurs formés, ce problème est

habituellement associé aux métiers (tels les tuyauteurs et les techniciens en radiologie) ainsi qu'aux professions spécialisées (en particulier dans les domaines du génie et de la santé). Il n'y a pas de pénurie spécifique de diplômés en arts et en science dans le Nord ou ailleurs au Canada. Les possibilités d'emploi augmentent ou baissent en fonction de l'ouverture et de la fermeture de mines, d'exploitations forestières, du début ou de la fin de projets de construction majeurs, de l'expansion ou de la contraction des services gouvernementaux. Dans ces situations, les sociétés et organismes se sont attaqués aux pénuries, en embauchant des travailleurs qui font la navette par avion ou en recrutant à l'intérieur du pays ou au niveau international. Du côté des métiers, Northern College et d'autres collèges régionaux misent sur leurs relations étroites avec les gros employeurs, afin de relier les étudiants locaux à la population active. Il faut toutefois admettre que la nature de l'économie du Nord est telle que la demande de diplômés universitaires y est plus basse que celle des districts urbains et du Sud, mais les employeurs de Timmins et d'ailleurs dans la région préfèrent des résidents régionaux, croyant que les employés élevés et embauchés localement s'adaptent mieux aux conditions locales et resteront probablement plus longtemps chez leur employeur. En général, il n'y a pas de grande demande soutenue qui soit non comblée pour des diplômés universitaires dans le Nord, qui dépasse le point où des travailleurs très motivés et bien éduqués contribuent au bien-être économique général de la collectivité ou de la région.

L'ajout d'un autre campus du Nord de l'Ontario ...
servirait principalement comme
une option locale pour les étudiants
qui aurait autrement assisté
l'une des quatre autres institutions
dans la région.

PROGRAMMATION UNIVERSITAIRE EXISTANTE

Le deuxième motif de la mise sur pied d'un nouveau campus universitaire ou d'une programmation postsecondaire élargie tient au fait que les résidents locaux vivent trop loin d'un campus universitaire existant et/ou n'ont pas accès à une université offrant des programmes conçus pour répondre aux besoins d'emplois locaux et professionnels. Il est difficile de recourir à cet argument dans le Nord-Est ontarien. Le principal campus de l'Université Laurentienne à Sudbury, avec un vaste ensemble de programmes visant les besoins et intérêts du Nord ontarien, est à une distance de trois heures et demie en voiture, à partir de Timmins. Il s'y trouve aussi de grandes résidences d'étudiants et un important rayonnement dans la région. L'Université de Lakehead, bien qu'elle soit beaucoup plus loin de Timmins, offre aussi une vaste programmation universitaire, axée sur les étudiants du Nord et les possibilités d'emplois dans la région. L'Université d'Algoma, la plus récente dans la région, élargit ses services pour le Nord ontarien, et l'Université de Nipissing a, en particulier en éducation, une réputation bien établie lorsqu'il s'agit de répondre aux besoins du Nord et des Autochtones. Au Canada, peu de collectivités de plus de 40 000 habitants n'ont pas d'université relativement facile d'accès en voiture, et les étudiants de Timmins comme du Nord-Est ontarien ont quatre universités qui cherchent délibérément systématiquement à satisfaire les besoins de la région.

Recommandations pour Timmins et le Nord-Est ontarien

Cet examen des perspectives pour une université autonome de langue anglaise à Timmins a permis de se pencher sur les éléments standard associés à l'élaboration de la programmation postsecondaire. Des remarques détaillées sont offertes pour cinq options différentes, car la ville et la région souhaitent les meilleures façons d'aller de l'avant. Il est important de répéter que ce rapport a été commandé et devait être une présentation non partisane; il n'a pas été prévu pour préconiser un résultat ou une proposition spécifique. Il est clair qu'il y a des appuis, politiques et autres, pour une université à Timmins, même si l'ampleur et la profondeur de l'enthousiasme sont imprécises et actuellement irrégulières.

Il n'est pas évident que le niveau des appuis suffise à surmonter les obstacles politiques, financiers et sociaux du lancement réussi de la nouvelle université dans la région, surtout à court terme. Compte tenu de cet examen, les recommandations suivantes sont offertes afin que la collectivité les étudie.

PERSPECTIVES D'UNE UNIVERSITÉ AUTONOME

En ce qui concerne Timmins, les chances d'avoir une université autonome sont limitées. La combinaison des facteurs démographiques (pas assez d'étudiants potentiels), la présence d'autres institutions ayant une ensemble de programmes adéquats pour la région, les réalités financières du gouvernement provincial et les demandes concurrentielles en Ontario plaident contre les risques financiers et de viabilité associés à une nouvelle université. Bref, Timmins, compte tenu de la situation statistique de base et des indicateurs quantitatifs standard pour les institutions postsecondaires, n'a pas d'argument clair ou incontestable justifiant la création d'une nouvelle université. En outre, une telle institution n'aurait pas de rôle unique évident – sauf peut-être de se consacrer à l'éducation et à la formation d'Autochtones – qui s'insérerait bien dans le profil de Timmins et de la région. Timmins se trouve dans une situation semblable à celle de villes de Alberta telles que Red Deer, Fort McMurray et Grande Prairie, toutes ayant une plus grande population que Timmins, mais aucune ne possédant une université autonome.

PERSPECTIVES D'UN CAMPUS SATELLITE D'UNE UNIVERSITÉ EXISTANTE

Il y a une justification plus forte mais sans être entièrement convaincante pour la création d'un campus satellite d'une institution régionale existante – à savoir l'Université Laurentienne ou l'Université d'Algoma. Beaucoup de collectivités dans le monde, ayant une population plus petite que Timmins, ont une institution satellite. Au Canada, à Corner Brook, par exemple, il y a la moitié de la population de Timmins, pourtant, il s'y trouve un campus substantiel de l'Université Memorial de Terre-Neuve. Fonctionner sous forme de campus satellite limiterait les coûts administratifs et permettrait de mettre rapidement en place une nouvelle institution. Toutefois, le problème de cette approche est que le Nord ontarien a déjà une capacité excédentaire, une réserve d'étudiants admissibles qui diminue et des problèmes considérables de viabilité.

Un campus satellite à Timmins enlèverait des inscriptions à d'autres universités régionales. Dans une économie prospère et avec des coffres provinciaux remplis, Timmins pourrait peut-être justifier un campus satellite, même si son cas allait être inférieur à celui d'autres collectivités de la province. Timmins aurait de meilleures chances si, par exemple, l'Ontario avait établi une Université du Nord ontarien (UNO) comportant plusieurs campus et une série de centres régionaux, plutôt comme l'Université de l'Alaska et d'autres systèmes comptant plusieurs campus. Une telle université régionale, édifiée à partir d'universités établies et bien vues, se heurterait probablement à une forte résistance, affectant considérablement la vitalité du système postsecondaire dans le Nord. (Il convient de signaler que, en Norvège, la création d'un système d'université régionale, par l'élargissement de l'Université de Tromsø par des fusions avec d'autres institutions nordiques, n'a pas été entreprise en raison de circonstances financières désespérantes ou sous des pressions externes convaincantes; il est d'ailleurs trop tôt pour connaître tous les effets de l'intégration norvégienne.)

La réussite du modèle satellite repose sur la volonté d'une université existante de se pencher sérieusement

sur l'opportunité que représente Timmins; l'Université d'Algoma a examiné ce cas. Un campus satellite – et notez qu'Algoma fait moins de recherche – exigerait un travail de développement considérable, l'identification du financement pour les projets d'immobilisation et beaucoup d'efforts de collaboration. N'importe quel projet de campus satellite devrait répondre aux questions standard, à savoir, l'intérêt d'étudiants, l'ensemble des programmes, le soutien du gouvernement de l'Ontario et l'engagement communautaire/d'employeurs futurs. Si les étudiants attirés par le campus de Timmins sortaient dans une large mesure des recrues potentielles des autres institutions du Nord, cela ajouterait dans le système une résistance globale à cette expansion. Dans ces circonstances, et comme dans les modèles réussis de Stratford (arts numériques), de Cambridge (architecture), de Sudbury (architecture), des universités Laurentienne et de Lakehead (médecine), un campus de Timmins devrait se positionner comme ajout important, distinctif, dans monde postsecondaire provincial.

PERSPECTIVES POUR UN PARTENARIAT ÉLARGI ET COORDONNÉ DE NORTHERN COLLEGE-UNIVERSITÉ

Le Northern College sert bien Timmins et la région, notamment par l'offre d'un programme universitaire négocié, menant à un grade. Même ceux qui supportent le modèle de campus autonome ont affirmé clairement qu'aucune nouvelle université ne devait nuire au Northern College. Une option est une collaboration permanente et plus substantielle entre le Northern College et une institution partenaire, ou bien deux institutions nordiques ou plus, afin de miser sur la gamme régionale des programmes. Un tel modèle exigerait probablement un ensemble fondamental de programmes menant à un grade, fondé sur les cours existants et additionnels du Northern College (surtout les classes de transfert universitaire des cinq premières années) et un ensemble rotatif de possibilités d'achèvement de grades, conçu pour répondre aux besoins spécifiques du milieu de travail dans la région. Cette approche trouverait probablement des appuis à Timmins et dans la région, en particulier chez ceux qui sont déjà impressionnés par la réceptivité du Northern College et l'intérêt local que celui-ci manifeste. Le modèle de partenariat ne satisferait pas ceux qui veulent voir une installation importante avec ses enseignants et son personnel; en outre, il n'y aurait pas d'impact économique, mais des effets économiques considérables. Une collaboration Northern College-université attirerait surtout des apprenants adultes, puis ne constituerait pas une option substantielle pour les récents diplômés du niveau secondaire qui veulent un grade universitaire, à l'exception de ceux qui poursuivent déjà leurs études au Northern College.

PLAIDOYER COMPLET EN FAVEUR D'UNE UNIVERSITÉ À TIMMINS

Une nouvelle université de langue anglaise, autonome pour Timmins est improbable à court terme. De plus, la tentative pour concevoir l'argument complet en faveur de cette université prendrait une année ou plus et serait fort coûteuse – la campagne comparable pour l'University of Northern British Columbia dans les années 1980 a coûté plus d'un million de dollars, et la situation rendait le cas plus convaincant. Une telle enquête exigerait, entre autres, ce qui suit :

une analyse détaillée de la démographie du Nord-Est ontarien et des enquêtes pour étudier l'intérêt que portent les élèves à l'éducation postsecondaire, les préférences des élèves lors du choix d'une université, les programmes offerts, les attentes parentales quant à la valeur et à l'attrait d'une université du Nord par rapport aux options universitaires existantes;

une évaluation communautaire coûteuse des besoins éducatifs postsecondaires des Premières Nations dans le Nord-Est ontarien et du soutien des collectivités autochtones pour une institution régionale;

l'élaboration d'un plan universitaire qui corresponde aux intérêts des élèves, aux besoins des employeurs, à la conception contemporaine des programmes d'études; d'un plan d'enseignement; d'un plan de recrutement des enseignants et du personnel nécessaires à la matérialisation et au soutien de l'offre des grades;

une évaluation complète du coût de la conception, de la construction et de l'entretien d'une université ou d'un campus satellite, en se concentrant sur le fonctionnement initial de l'installation matérielle;

des indications officielles du soutien de Timmins et de chacun des villages des Premières Nations dans le Nord-Est ontarien – et, compte tenu des nouveautés récentes en Ontario et ailleurs, de contributions directes de la ville, probablement sous la forme d'un terrain et/ou d'une somme considérable d'argent;

un protocole d'entente avec Northern College, qui décrit les rôles relatifs des institutions ainsi que les relations pour les programmes et services, et ce, entre le collège et l'université ou le campus proposé;

un protocole d'entente avec chacune des quatre universités du Nord, qui décrit les relations universitaires, du programme d'études et des services entre les quatre et l'institution qui est proposée;

un mémoire d'entente avec eCampusOntario, qui décrit les modalités de l'intégration des programmes et des cours offerts par le système provincial d'enseignement en ligne, et ce, dans le cadre de l'exploitation de l'université ou du campus de Timmins;

une évaluation exhaustive des répercussions économiques de la nouvelle et relativement petite université;

une enquête auprès des employeurs et des philanthropes régionaux majeurs, afin de savoir s'ils sont prêts à participer financièrement à la fondation de l'université, notamment par des contributions pour les immobilisations et pour le financement de bourses;

un projet d'approche étendue des citoyens et organismes régionaux, afin d'obtenir un soutien généralisé pour l'université ainsi que de faire comprendre le projet, puis d'assurer leur appui pour une campagne politique devant favoriser l'initiative.

Autrement dit, ce qui est requis, c'est de démontrer qu'il y a un soutien communautaire général, l'accord du monde des affaires, de l'industrie, de l'administration locale, puis un plan d'activités entièrement évalué financièrement et permettant de produire, dans des délais raisonnables, une institution financièrement viable. La Ville de Timmins et d'autres fervents devraient aborder dès le début et de façon convaincante, toutes les inquiétudes majeures que le gouvernement de l'Ontario et le grand public pourraient avoir au sujet d'une université ou d'un campus à Timmins. Les dirigeants de la ville ne doivent pas supposer que les autres partagent leur enthousiasme fondamental pour

une université à Timmins; ils devraient reconnaître que les intervenants potentiels auraient de nombreuses questions à poser au regard de la pertinence et du bien-fondé d'un autre campus universitaire dans une région dont la population décline. Toutefois, pour surmonter la résistance prévue, il faudrait un plaidoyer convaincant et un mouvement politique étendu, conçu pour démontrer au gouvernement de l'Ontario qu'une nouvelle université est la priorité la plus grande et impérieuse pour le Nord-Est ontarien. Avec ce projet, s'il est lancé, il devrait être compris que d'autres collectivités exerceraient agressivement des pressions afin de bénéficier de l'appui gouvernemental pour une université ou un campus nouveau, puis que la réussite de l'initiative de Timmins serait donc loin d'être assurée.

AUTRE OPTION DE PROGRAMMATION QUE CELLE DE L'UNIVERSITÉ CLASSIQUE

Une autre option, dont la réussite n'est également pas assurée, serait d'approcher le gouvernement de l'Ontario avec une proposition de nouvelle université qui ajouterait quelque chose de significatif et d'important au système postsecondaire provincial. Considérez l'une de deux options, même si ni l'une ni l'autre n'a été explorée ou développée complètement.

Une institution autochtone pour l'Ontario?

L'Ontario a plusieurs instituts autochtones, et les collèges et universités ont pris des mesures considérables au cours des dernières années, afin de satisfaire les besoins de la population et des administrations autochtones. Plusieurs institutions postsecondaires – dont Trent, Laurentienne, Nipissing et Lakehead – ont des programmes anciens et impressionnants, conçus pour répondre aux besoins pressants et uniques des 300 000 personnes des Premières Nations et des Métis de l'Ontario. En Saskatchewan, la revitalisation de l'Université des Premières Nations du Canada, à Regina, démontre la contribution unique qu'une institution sous le contrôle des Autochtones peut apporter au système d'éducation postsecondaire. L'Ontario pourrait vraisemblablement répondre favorablement à une proposition d'université, dirigée par les Autochtones et jouissant d'un large appui, d'une université fondée sur des principes, de la pédagogie et des programmes autochtones. Toutefois, une telle institution devrait attirer des étudiants d'autres universités existantes et miner ainsi la viabilité financière d'universités qui, depuis longtemps, ont pris de solides engagements pour satisfaire les besoins des Autochtones. Il serait important de déterminer – et ici l'expérience de l'Université des Premières Nations du Canada serait instructive – si les étudiants autochtones porteraient automatiquement leur attention depuis les institutions publiques vers une institution créée spécifiquement pour eux et leurs collectivités. La réussite d'un tel projet dépendrait, comme il convient, du niveau de soutien des collectivités autochtones ainsi que des gouvernements fédéral et ontarien.

Une institution axée sur le travail pour l'Ontario?

Les universités existantes de l'Ontario sont conformes à un modèle standard, comportant de relativement petites variations. Il y a soixante ans, l'Université de Waterloo, nouvellement créée, introduisait une innovation controversée : l'enseignement coopératif. Dans le contexte obsédé par l'emploi et la carrière du début du vingt-et-unième siècle, les étudiants, les parents, les employeurs et le gouvernement se préoccupent de plus en plus de la transition de l'université vers la population active. Les universités ont répondu à ces préoccupations, en introduisant des programmes d'enseignement coopératif, ajoutant alors des stages rémunérés ou non et de nombreuses occasions d'apprendre par l'expérience. Ces approches, qui avaient eu un succès considérable auprès des étudiants participants, sont devenues de plus en plus standard en Ontario. Cela privilégie aussi les aspects éducatifs des préparatifs professionnels, pour des raisons qui sont bonnes et logiques. En outre, les gouvernements fédéral et ontarien sont clairement ouverts aux innovations dans la conception de l'enseignement et les préparatifs pour la population active. Le récent rapport du Conseil consultatif en matière de croissance économique (2017), par exemple, puis le budget de mars 2017 du gouvernement fédéral (Canada 2017) indiquent clairement que les innovations en matière de compétences, de formation et d'emploi exigent de profonds changements dans les systèmes d'éducation officiels.

Une possibilité qui pourrait retenir davantage l'attention du gouvernement est une petite institution spécialisée ayant de solides liens avec la région et les employeurs locaux, qui renverse l'approche standard d'une éducation universitaire. Avec l'approche standard pour l'enseignement coopératif, les élèves vont à l'école pendant un semestre ou un cours complet, et ils passent ensuite à la transition vers la population active. Une approche de rechange serait de placer les élèves chez un employeur après les études secondaires ou après avoir été admis à l'université. Avec ce modèle, adopté avec un succès considérable en France, où il est désigné par enseignement alternatif, l'accent est moins mis sur l'éducation postsecondaire dans l'enseignement général et davantage sur la préparation au marché du travail. Les élèves pourraient travailler de façon continue tout en suivant des cours en ligne et en classe – dans ce dernier cas, ce serait le soir, pendant les week-ends ou les vacances. Sur une période de cinq ou six ans, les élèves termineraient le programme menant à un grade, tout en travaillant régulièrement, acquérant une précieuse expérience au travail et jouissant de revenus considérables et à la hausse.

Une telle approche exigerait des appuis soutenus de la part d'employeurs locaux, lesquels devraient

embaucher et payer des élèves en formation, mais le modèle fonctionnerait potentiellement bien dans une région rurale, éloignée du Nord, où les entreprises et organismes gouvernementaux mettent l'accent sur l'embauche de personnes qui connaissent la localité et où la conservation du personnel est une préoccupation majeure. Accorder une priorité élevée à l'expérience du milieu de travail et créer des programmes et structures d'études reliés aux besoins de l'économie régionale représenteraient une option de rechange face aux systèmes universitaires classiques. Étant donné le désir évident du gouvernement de l'Ontario de produire des diplômés prêts pour une carrière, puis compte tenu de la situation unique de l'économie et du milieu de travail dans le Nord-Est ontarien, il est possible que la province puisse s'ouvrir à une expérience du genre au niveau de l'éducation postsecondaire.

AUTRES OPTIONS

Les deux exemples présentés ici – une institution dirigée par les Autochtones et une université axée sur le travail – sont des approches différentes pour le développement d'options universitaires en Ontario et au Canada. Ni l'une ni l'autre n'ont été considérablement développées, et il n'y a pas eu d'enquête portant sur leur faisabilité. Il existe toutefois d'autres possibilités, depuis des institutions reposant sur les technologies de pointe en communication et en visualisation enracinées dans la ludification numérique, jusqu'à celles des systèmes avancés pour la prestation à distance – par exemple, l'Université Minerva aux États-Unis déplace des étudiants dans le monde d'un semestre à l'autre. Le point ici n'est pas de privilégier un modèle particulier d'approche, mais plutôt de montrer que Timmins pourrait attirer davantage l'attention du gouvernement de l'Ontario, en présentant une nouvelle approche visionnaire pour l'éducation supérieure plutôt qu'une modification mineure des modèles et pratiques existants. Si Timmins souhaitait intéresser le gouvernement provincial à une campagne pour un nouveau campus satellite, une demande de campus classique risquerait d'échouer. La présentation d'un nouveau modèle radical, surtout s'il vise la préparation au marché du travail et/ou une préparation spécialisée aux fins de la nouvelle économie, risquerait d'être appuyée.

Perspectives pour une présence universitaire à Timmins

Un rapport récent, *University Sustainability: Signal Data* (Weingarten et coll. 2017), rédigé pour le Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur, contient de solides données probantes qui affaiblissent les arguments en faveur d'une université de langue anglaise à Timmins. Dans cet examen de la viabilité des universités, définie par le bien-être fiscal actuel, les inscriptions existantes et prévues et les circonstances financières, le rapport conclut que les quatre institutions du Nord – Algoma, Lakehead, Laurentienne et Nipissing – souffrent d'une stagnation ou du déclin des inscriptions et font face à de graves problèmes de viabilité, compte tenu en particulier du déclin prévu de la population régionale. Même un bref coup d'œil

aux tableaux 8 et 9 ainsi qu'aux figures 3 et 4 permet de constater l'écart qui existe entre les normes provinciales et les réalités postsecondaires du Nord. Cela, à son tour, crée des problèmes financiers substantiels, qui affaiblissent la viabilité de beaucoup d'institutions non métropolitaines en Ontario et dans le pays. En termes simples, les institutions urbaines attirent des élèves provenant de villes et un grand nombre, de villages et de zones rurales. Le gouvernement de l'Ontario a exploré des modèles de financement différents pour les universités, mais a hésité lorsqu'il a constaté que la réalisation de systèmes normalisés travaillait contre les intérêts des universités du Nord.

de systèmes normalisés
travaillait contre les intérêts
des universités du Nord.

Tableau 8 : Inscriptions et tendances, équivalents temps plein, universités de l'Ontario, années universitaires de 2005-2006 à 2015-2016

	INSCRIPTIONS ETC				% DU CHANGEMENT DANS L'INSCRIPTION		
	2005-06	2010-11	2012-13	2015-16	10 ans	5 ans	3 ans
Algoma	818	1 028	1 342	1 323	62 %*	29 %	-1 %
Brock	14 156	15 693	16 574	16 801	19 %	7 %	1 %
Carleton	20 540	22 497	24 161	26 044	27 %	16 %	8 %
Guelph	19 379	24 725	25 948	26 909	39 %	9 %	4 %
Lakehead	7 148	8 193	8 392	7 800	9 %	-5 %	-7 %
Laurentienne	7 062	8 062	8 073	8 041	14 %	0 %	0 %
McMaster	22 798	26 543	27 518	27 872	22 %	5 %	1 %
Nipissing	5 181	5 344	5 188	4 376	-16 %	-18 %	-16 %
OCADU	2 866	3 614	4 117	4 022	40 %	11 %	-2 %
Ottawa	27 881	34 961	37 227	37 733	35 %	8 %	1 %
UOIT	2 880	6 761	8 164	8 649	200 %*	28 %	6 %
Queen's	19 743	22 481	23 049	25 582	30 %	14 %	11 %
Ryerson	23 596	28 560	30 664	36 252	54 %	27 %	18 %
Toronto	64 831	72 882	76 954	83 368	29 %	14 %	8 %
Trent	7 474	7 344	7 609	7 753	4 %	6 %	2 %
Waterloo	24 102	31 387	33 555	35 568	48 %	13 %	6 %
Western	32 743	34 995	36 203	36 901	13 %	5 %	2 %
Laurier	12 453	15 874	17 246	17 468	40 %	10 %	1 %
Windsor	15 215	14 675	15 083	14 736	-3 %	0 %	-2 %
York	41 783	47 948	48 817	46 577	11 %	-3 %	-5 %

*Les tendances décennales reflètent les courbes de la croissance au démarrage, aux deux établissements : l'UOIT a ouvert ses portes en septembre 2003; Algoma est devenue une université autonome en 2008.

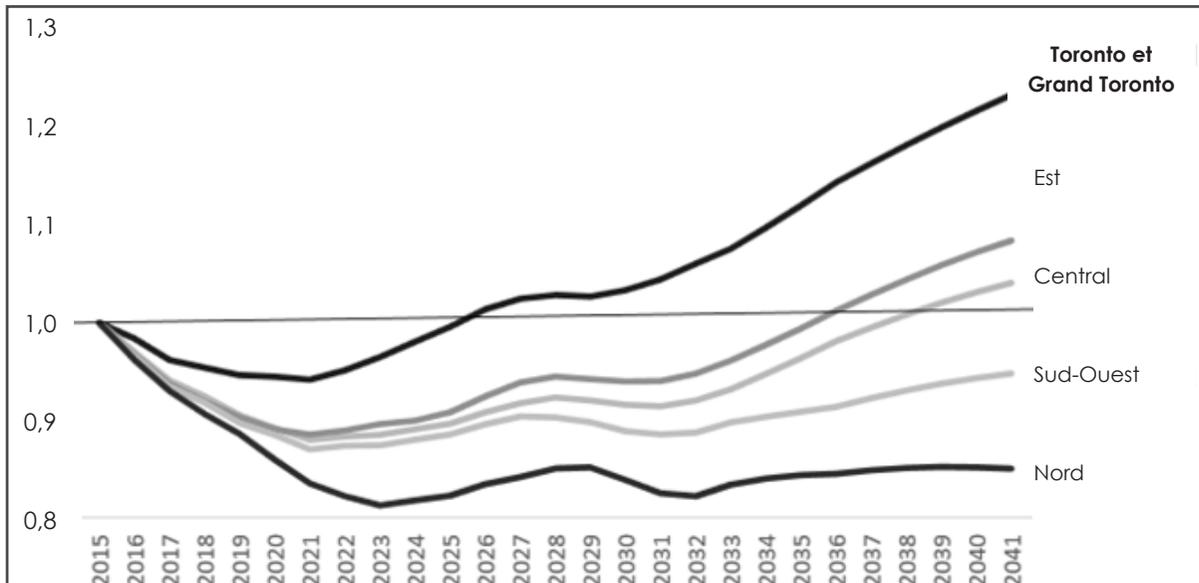
Source: <http://www.heqco.ca/SiteCollectionDocuments/University%20Sustainability%20FINAL.pdf> (p.7). MESFP. Les inscriptions ETP comprennent tous les étudiants – temps plein et partiel, admissibles ou non, grade et certificat. Les ETP du premier cycle sont pour toutes les sessions, et les diplômés FTP sont pour les sessions d'automne et d'été.

Tableau 9 : Signes de la demande d'inscriptions, de la durabilité financière et de difficultés liées aux dépenses, universités de l'Ontario

	% du changement de l'inscription, 5 ans	Projection du changement démographique jusqu'à 2033	DEMANDE		Indicateurs de santé financière (sur cinq)		% d'enseignants au-dessus de 65 ans
			RATIO A:I	NOTE D'ENTRÉE ≥75 %	QTÉ AU-DESSUS DU SYSTÈME	QTÉ DE L'AMÉLIORATION SUR 4 ANS	
Algoma	29 %	-11 %	5:1	72 %	1	1	s. o.
Brock	7 %	-1 %	6:1	83 %	2	5	11 %
Carleton	16 %	-2 %	6:1	87 %	5	5	10 %
Guelph	9 %	1 %	7:1	99 %	5	5	6 %
Lakehead	-5 %	-8 %	5:1	73 %	1	4	9 %
Laurentienne	0 %	-9 %	5:1	83 %	1	4	11 %
McMaster	5 %	2 %	8:1	100 %	5	5	11 %
Nipissing	-18 %	-6 %	6:1	84 %	0	1	6 %
OCADU	11 %	5 %	3:1	85 %	0	4	1 %
Ottawa	8 %	-3 %	7:1	95 %	5	3	10 %
UOIT	28 %	6 %	6:1	76 %	2	5	4 %
Queen's	14 %	2 %	7:1	100 %	5	5	11 %
Ryerson	27 %	6 %	8:1	95 %	3	1	11 %
Toronto	14 %	5 %	6:1	98 %	5	5	11 %
Trent	6 %	0 %	6:1	77 %	1	4	7 %
Waterloo	13 %	1 %	6:1	100 %	5	3	5 %
Western	5 %	-1 %	8:1	100 %	5	4	9 %
Laurier	10 %	1 %	7:1	88 %	0	2	9 %
Windsor	0 %	-7 %	5:1	83 %	0	4	13 %
York	-3 %	7 %	6:1	88 %	1	5	16 %

Source : <http://www.heqco.ca/SiteCollectionDocuments/University%20Sustainability%20FINAL.pdf> (p.7).

Figure 3 : Projections démographiques, de 18 à 20 ans, régions de l'Ontario, de 2015 à 2041



Source : Weingarten et coll. 2017, figure 2.

Tableau 4 : Taux de diplomation des écoles secondaires, Ontario, 2015

CONSEIL SCOLAIRE	TAUX DE DIPLOMATION, QUATRE ANS (pour cent)	TAUX DE DIPLOMATION, CINQ ANS (pour cent)
Conseil scolaire de district du Nord-Est de l'Ontario	78,40	82,40
Conseil scolaire catholique de district des Grandes Rivières	87,60	91,20
Conseil scolaire de district du Nord-Est ontarien	46,10	65,50
Conseil scolaire du district catholique du Nord-Est	62,70	70,30
Taux provincial de diplomation	78,30	85,50

Source : Ministère de l'Éducation de l'Ontario, provenant du système Onsis.

Il y a des preuves convaincantes, relatives au fait que les quatre universités du Nord se heurtent à des problèmes considérables de viabilité. Puisqu'une nouvelle institution nordique, presque inévitablement, ferait perdre des étudiants, des ressources et du soutien communautaire à une ou plus d'une université du Nord, il est très improbable que le gouvernement de l'Ontario accepte de faire de nouveaux investissements dans l'éducation postsecondaire du Nord et qui affaibliraient d'autres campus ou l'ensemble du système régional. Dans la mesure où les investissements dans l'éducation postsecondaire reposent sur des données probantes, il est de plus en plus prouvé que le Nord ontarien a actuellement une capacité postsecondaire suffisante,

même si une ville considérable comme Timmins est actuellement exclue du système.

Je serai clair, Timmins a raison d'envisager sérieusement l'idée d'une institution autonome ou un campus satellite – la plupart des collectivités de taille comparable au Canada bénéficient d'une présence universitaire significative. La ville aurait tort de capituler face au point de vue urbain et du Sud, selon lequel le Nord de la province serait adéquatement servi. Les universités contribuent effectivement au développement économique, par des investissements dans des immobilisations, l'embauche d'enseignants et de personnel ainsi que des bénéfices connexes,

à savoir des conférences, des projets de recherche et d'autres dépenses reliées à une entreprise universitaire. Une institution locale améliorerait l'accès à l'éducation postsecondaire pour les élèves locaux et régionaux, puis, avec le bon ensemble de programmes, aiderait les collectivités et employeurs à trouver des travailleurs adaptés aux réalités du Nord ontarien. Les universités sont accompagnées d'autres avantages, dont une meilleure programmation culturelle, des installations récréatives locales supérieures et un statut local rehaussé. Des collectivités qui ont moins d'habitants que Timmins ont accueilli des universités publiques, même si cette tendance n'est pas répandue au Canada et aux États-Unis. Ces universités fonctionnent depuis des décennies et attirent des étudiants des quatre coins du pays. Inversement, il n'y a pas beaucoup de villes de la taille de Timmins qui soient aussi éloignées de la possibilité d'avoir une université autonome. Au moment où l'éducation postsecondaire est considérée comme un élément central du bien-être personnel et économique, il est compréhensible que des collectivités telles que Timmins soit mécontentes de l'absence d'une université à proximité, financée par le gouvernement.

Les efforts pour obtenir une université autonome de langue anglaise à Timmins et pour le secteur avoisinant sont à un stade préliminaire. La Corporation du développement économique de Timmins a demandé que la présente étude explique le contexte, aux fins de l'examen communautaire des perspectives – politiques, financières, sociales et économiques –, au regard de la création d'une institution régionale. Toutefois, comme le suggère l'analyse, les perspectives immédiates ne sont pas prometteuses. Les arguments relatifs aux politiques, aux inscriptions, à la main-d'œuvre, puis d'autres, pour l'institution de Timmins, ne correspondent pas aux réalités fiscales et prioritaires provinciales ou aux besoins postsecondaires de l'Ontario. Sans une évaluation pluriannuelle complète et une campagne, l'effort pour promouvoir Timmins comme endroit pour une expansion universitaire ne pourra probablement pas réussir. Même avec un tel effort, il n'est pas assuré qu'une campagne ait du succès. Dans le cadre des efforts déployés pour une réforme postsecondaire accélérée, de restrictions budgétaires du gouvernement, de transformation du milieu de travail et de l'évolution des compétences et de la formation, les perspectives de l'expansion continue des institutions d'enseignement universitaires classiques sont pour le moins limitées. Compte tenu des données quantitatives standard sous-jacentes liées au travail d'expansion et qui jouent contre le projet de Timmins – données qui pourraient être encore moins convaincantes au cours des prochaines années –, la Ville de Timmins et ses alliés régionaux devront décider s'ils veulent travailler pour surmonter des obstacles certains et lutter contre des hypothèses et attentes dominantes, et ce, afin d'obtenir des appuis locaux et provinciaux.

Un mot de la fin est de mise. Dans le monde, une série d'universités nordiques est apparue au cours de dernier demi-siècle à peu près, mais seulement quelques-unes de ces universités reposaient sur des justifications standard de demandes non comblées et d'inscriptions potentielles. La grande majorité de ces universités – y compris des institutions maintenant considérables telles que l'Université de Tromsø et l'Université de l'Alaska à Fairbanks – ont été créées à des fins très symboliques, les gouvernements croyant qu'une institution de recherche et d'enseignement pouvait soutenir le développement communautaire et régional. Ce modèle n'a pas été développé autant au Canada, ce qui explique pourquoi l'Arctique canadien et le Nord du Canada ne bénéficient généralement pas d'une présence universitaire substantielle. L'exception majeure, c'est important, est le Nord ontarien, où le gouvernement provincial a mis sur pied et maintenu un système universitaire régional et considérable réussi. Le succès de l'University of Northern British Columbia, dont la création a suscité d'autres résistances gouvernementales, démontre que de tels investissements peuvent se traduire par des avantages substantiels et les matérialiser effectivement.

La meilleure raison pour la mise sur pied d'une université à Timmins ne serait pas celle qui est justifiée par des inscriptions potentielles et une demande non comblée des étudiants, si important que cela soit pour la collectivité, les étudiants et leur famille; le motif serait plutôt un engagement symbolique envers le futur d'une importante partie de la province. La difficulté additionnelle dans le Nord ontarien est que le gouvernement provincial a déjà répondu aux besoins du Nord, par des investissements majeurs à Thunder Bay, Sudbury, Sault St. Marie et North Bay. Il est néanmoins vrai que, bien que le Nord ait été en général assez bien servi, l'éducation supérieure et les besoins de recherche de Timmins et de sa région n'ont pas été satisfaits directement. Il sera difficile de convaincre le gouvernement de l'Ontario d'adopter une base différente pour le développement universitaire à Timmins. Le gouvernement a un solide programme pour les compétences et la formation et a pris des engagements envers l'accessibilité, ce qui oriente les investissements en éducation postsecondaire; alors, pour changer son approche pour la création d'une université, il faudrait que Timmins et sa région créent un dossier solidement structuré et convaincant. Un tel dossier devrait être lié aux stratégies de l'Ontario en matière de compétitivité pour le vingt-et-unième siècle, bénéficier d'un soutien et d'un engagement solides de la part de la collectivité et de l'industrie, de ressources régionales substantielles et comporter une mission clairement énoncée, porteuse de la promesse d'une institution durable et efficace pouvant stimuler le développement régional et la prospérité à long terme.

Dernières réflexions : Un campus satellite de l'Université d'Algoma, à Timmins?

Pendant que se déroulait l'examen, l'Université d'Algoma et la Ville de Timmins ont amorcé des discussions préliminaires à propos de la possibilité de développer un campus satellite en collaboration avec le Northern College. Ce projet se trouve parmi les options plus favorables qui s'offrent à Timmins et à la région – telles qu'elles sont décrites plus haut. Les premières discussions ont été positives et encourageantes, mais les deux parties comprennent clairement qu'il faut beaucoup plus de travail pour mener ce projet à bonne fin.

Pendant que les partenaires potentiels et les autres intervenants, étudient en détail cette possibilité, plusieurs facteurs importants devront être pris en compte.

1. Tout projet postsecondaire dans le Nord ontarien pourrait avoir des répercussions sur les autres universités régionales. Par conséquent, les partenaires devraient approcher des institutions clés, en particulier l'Université Laurentienne, afin de comprendre leur point de vue et les ramifications potentielles d'un campus satellite de l'Université d'Algoma.

2. Les partenaires devraient rencontrer les représentants officiels du gouvernement de l'Ontario, question de priorité, afin de décrire leurs plans et idées et de déterminer le niveau de l'engagement et du soutien du gouvernement.

3. Le partenariat avec le Northern College, comme l'ont précisé clairement Algoma et la Ville de Timmins, est déterminant pour la réussite du campus satellite. La préparation d'un protocole d'entente avec Algoma, Timmins et le Northern College serait importante aux premiers stades de ce processus.

4. Compte tenu des réalités fiscales provinciales, il est improbable que le gouvernement de l'Ontario soit le « premier moteur » pour les capitaux nécessaires à ce projet. Il est donc important que la Ville de Timmins et ses partenaires décrivent l'engagement financier

auquel ils soient prêts à consentir pour le campus satellite.

5. Même si les contributions de la Ville de Timmins et d'autres sources pour couvrir le coût des immobilisations seraient cruciales, du soutien pour le financement continu du campus serait essentiel. Cela prendrait la forme du financement de bourses, d'emplois d'été pour les étudiants, d'approches coordonnées pour l'embauchage de diplômés du campus de Timmins, de soutien pour des possibilités de travail axées sur l'acquisition d'expérience par les étudiants ainsi que de financement de la recherche ciblant l'Ontario du Nord-Est.

6. Bien que l'ouverture d'un campus local à Timmins puisse engendrer une demande progressive des étudiants, il est à se demander si la population locale et régionale pourrait soutenir une exploitation satellite au cours de la prochaine décennie, en particulier en raison des changements qui se produisent au Canada et dans le monde dans le domaine de l'éducation postsecondaire. Un campus satellite d'Algoma ne réussirait probablement pas en reproduisant les modèles des programmes offerts à tous les autres campus de l'Ontario; par conséquent, l'innovation en programmation, fondée sur un examen des possibilités d'emploi et de l'intérêt régional, devrait être une partie cruciale de toute évaluation de Northern College-Algoma.

7. Construire un campus ne garantit pas que les inscriptions puissent soutenir un campus satellite à long terme. Dans ce contexte, les partenaires ont plusieurs options lors de la détermination des façons de procéder. Une option serait d'élargir lentement les partenariats universitaires d'Algoma-Northern College, en testant le marché et en sélectionnant soigneusement des programmes menant à un grade, afin de déterminer l'intérêt des élèves pour un campus à Timmins et de susciter cet intérêt. Toutefois, une telle approche lente ne répondrait probablement pas aux attentes communautaires ou ne générerait vraisemblablement pas assez d'enthousiasme chez

les élèves pour assurer l'exploitation d'un campus satellite. Une deuxième option serait de développer une présence élargie en ligne et de vidéoconférence pour l'Université d'Algoma à Timmins. Cette approche permettrait d'enrichir l'offre des cours et des grades, tout en limitant les coûts de réalisation des programmes; elle pourrait servir d'entreprise de transition ainsi que d'occasion pour tester l'offre des programmes, mais elle aurait probablement des effets limités sur les inscriptions à temps plein. Une troisième option serait de constituer un partenariat Algoma-Northern College substantiel et coordonné, offrant un ensemble limité mais considérable d'offres avec grades, puis puisant substantiellement dans des cours pertinents de Northern College. Si l'objectif est d'avoir à long terme une cohorte d'étudiants viable – et c'est clairement l'objectif commun – les offres des programmes devraient être reliées aux possibilités d'emploi régionales et aux niveaux de préparation des diplômés des écoles secondaires, puis, potentiellement, être uniques en Ontario et, par conséquent, attirer vraisemblablement des étudiants de l'extérieur de la région et d'ailleurs dans le monde.

8. Tous les partenaires d'un partenariat potentiel Algoma-Northern College voudraient savoir s'il y a une demande substantielle et soutenue pour un campus régional. Les partenaires devraient procéder à un examen complet, comprenant entre autres les éléments suivants :

- l'intérêt des élèves de la région (du secondaire de deuxième cycle, de niveaux collégiaux et universitaires), pour s'inscrire à un campus de l'Université d'Algoma à Timmins;
- le soutien, chez les employeurs du Nord-Est ontarien, pour les diplômés d'un campus de Timmins; une analyse des prévisions des besoins du marché de l'emploi et une indication du désir des employeurs d'embaucher des étudiants d'un campus de Timmins, et ce, pour des emplois d'été et après l'obtention de leur diplôme;
- le soutien parmi les collectivités autochtones du Nord-Est ontarien, avec une insistance spécifique sur les programmes qui serviraient à la fois les étudiants et les collectivités.

Il est évident que l'Université d'Algoma et la Ville de Timmins ont pensé à ces thèmes et que de nombreux autres devraient être abordés avant de pouvoir développer un campus satellite; les énumérations ici n'ont pas pour objet d'orienter ou de limiter leurs travaux méticuleux et réfléchis. Plutôt, décrire les difficultés à venir devrait signaler aux membres de la collectivité et aux fervents du campus de Timmins que beaucoup de travail reste à faire avant que la construction de l'immeuble et la programmation élargie deviennent des réalités. En outre, les points esquissés dans la présente étude ont pour objet d'indiquer que désirer un campus

satellite ne suffit pas en soi pour produire une nouvelle institution postsecondaire. En ce qui concerne les partisans du campus, les enjeux sont considérables et exigent de porter attention aux détails si l'idée d'un campus à Timmins doit être poussée plus loin.

La Ville de Timmins devrait être contente de savoir que son exploration d'un campus universitaire potentiel a attiré l'attention de l'Université d'Algoma, même si l'intérêt de celle-ci est préliminaire à ce stade et qu'il reste à toutes les parties beaucoup de travail à faire pour déterminer la viabilité d'une installation de campus satellite à Timmins. Le système postsecondaire du Nord ontarien fait face à de nombreux défis et graves problèmes démographiques; cela dit, il peut encore y avoir des solutions innovatrices, créatrices et communautaires pour la programmation et la prestation universitaires.

**il peut encore y avoir des
solutions innovatrices, créatrices
et communautaires pour la
programmation et la prestation
universitaires.**

Le Nord ontarien a besoin de personnes qualifiées, formées, souples et qui comprennent les complexités des sociétés humaines; il y a encore des besoins substantiels pour l'éducation de base et la pensée critique. Dans ce contexte, il est clair que la Ville de Timmins, le Northern College et l'Université d'Algoma ont une occasion unique de cultiver une collaboration postsecondaire, qui puisse être d'une importance considérable pour Timmins et le Nord-Est ontarien.

Note de l'auteur

Le milieu postsecondaire en Ontario, au Canada et au niveau international demeure extrêmement instable. Aux États-Unis, l'administration du président Donald Trump semble réduire la surveillance des établissements privés pendant que le pays est aux prises avec des enjeux majeurs tels que la liberté d'expression et les commentaires sociaux sur les campus. Le Royaume-Uni est engagé dans un débat sérieux au sujet des salaires des vice-chanceliers et des frais de scolarité; il fait également face aux perturbations prévues et associées à son retrait possible de l'Union européenne. À l'échelle internationale, les débats varient entre des expériences pour les frais de scolarité, l'élargissement de l'éducation du genre polytech, davantage d'attention portée aux taux de rétention, des expériences de carrières de diplômés, l'équilibre entre les disciplines scolaires classiques puis les études professionnelles et appliquées. Ajoutez à ces discussions continues à propos du « rendement des investissements » pour les étudiants individuels, puis les avantages économiques pour les collectivités et les régions hôtes, et vous réalisez pourquoi les collèges et universités retiennent encore l'attention du public.

Dans ce contexte, l'annonce du gouvernement de l'Ontario en août 2017, à savoir qu'il songeait à ajouter une université de langue française au groupe d'institutions anglophones et bilingues (anglaises-françaises) de la province, a pris par surprise de nombreux observateurs, dont moi. Comme le disait la ministre des Affaires francophones de l'Ontario, Marie-France Lalonde, « Cela a réaffirmé fermement aujourd'hui l'intention du gouvernement d'offrir une éducation postsecondaire de haute qualité aux étudiants francophones. La création d'une université de langue française, régie par et pour des francophones, est un jalon crucial pour les Franco-Ontariens et les générations futures. » Compte tenu du fait que certaines universités de l'Ontario ont du mal à remplir leurs classes, de la capacité considérable des institutions de langue française au Québec et au Nouveau-Brunswick, de l'existence du Collège Glendon de l'Université York, puis d'interrogations considérables quant à l'intérêt des étudiants pour une université francophone à Toronto, l'engagement du gouvernement de l'Ontario semblait étrange.

Curieusement, le débat a largement porté sur l'attrait d'une telle institution pour les étudiants francophones; une expérience récente au Québec suggère que des étudiants anglophones pourraient aussi s'intéresser à cette option additionnelle. Comme l'écrivait René Bruemmer du *Montreal Gazette* en août 2017, il y a « une cohorte grandissante d'étudiants anglophones de la province qui optent pour aller aux universités francophones, afin d'améliorer leur français, d'étudier dans le domaine de leur choix, de maximiser leurs chances de trouver du travail et de demeurer dans la province. Ils sont de plus séduits par des universités francophones qui recrutent activement des étudiants anglophones, afin d'accroître le nombre de leurs étudiants et d'améliorer leur diversité sur un marché mondial où la maîtrise de plusieurs langues est considérée comme un atout. » Il y a une forte tendance contraire. Plus de 20 % des étudiants du Québec à McGill et à Concordia sont des francophones.

Les perspectives pour un nouvel établissement sont pour le moins intrigantes. Le débat sur la valeur et la signification d'un établissement de langue française sera suivi de beaucoup d'autres au cours des prochains mois, en particulier au moment où s'intensifient les pressions liées à l'emplacement de l'université francophone. Aux fins de l'étude de faisabilité d'une université de Timmins, l'annonce du gouvernement rappelle la nature politique inhérente des investissements dans l'enseignement postsecondaire et la possibilité que des décisions ne soient pas motivées par une demande connue du côté des étudiants, des inquiétudes relatives aux effets économiques régionaux ou l'intérêt prouvé d'employeurs. Après tout, la pression exercée pour servir les régions et les populations aux ressources insuffisantes, a contribué grandement à la croissance du système postsecondaire du Nord au cours des quarante dernières années. Il est possible que cela puisse se produire dans le futur pour une université à Timmins.

À court et à moyen termes, l'engagement du gouvernement en vue d'élargir les capacités universitaires à deux nouveaux campus du Grand Toronto (GT), à quoi s'ajoute maintenant l'institution francophone, retiendra une bonne partie de l'attention de la province et se traduira par du financement progressif. Comme le signale ce rapport, obtenir l'attention du gouvernement de l'Ontario, aux fins d'une université de langue anglaise à Timmins, constituera un véritable défi. Bien que les annonces des deux dernières années, reliées à l'accroissement progressif des capacités dans le GT, risquent de couper une partie de l'herbe sous les pieds, ou toute, des partisans de l'université du Nord-Est ontarien, la collectivité et la région peuvent être rassurées par l'ouverture évidente du gouvernement au regard d'institutions liées à des intérêts spécifiques, telle l'université francophone. Les partisans de Timmins pourraient se servir efficacement des prochaines années, afin de peaufiner le dossier de l'institution du Nord-Est ontarien, en se fondant sur les marchés d'étudiants spéciaux ou d'une programmation unique susceptible d'attirer l'attention du gouvernement de l'Ontario.



Annexe A : Profils des institutions du Nord

Les courtes descriptions suivantes des institutions nordiques dominantes au Canada et ailleurs révèlent les stratégies et circonstances qui ont conduit à l'expansion des systèmes postsecondaires dans des régions éloignées.

INSTITUTIONS NORDIQUES AU CANADA

University of Northern British Columbia
Prince George, « capitale autoproclamée du Nord de la Colombie-Britannique » songeait à une université au début des années 1960, lorsque du terrain a été réservé pour une institution. Toutefois, le gouvernement provincial, qui avait des idées différentes, a créé quatre collèges communautaires dans la région et des campus satellites dans plusieurs douzaines de petites villes et des villages. Le vieux projet a refait surface dans les années 1980, lorsque des animateurs locaux ont demandé instamment au gouvernement de la C.-B. une institution autonome, institution autonome, constituant l'Interior University Society; ils ont ensuite obtenu un solide soutien du député local à la législature provinciale, lequel a assuré une contribution appréciable provenant du gouvernement et afin d'explorer l'idée. Les enthousiastes régionaux ont maintenu la pression, accumulé plus de 15 000 signatures lors d'une pétition demandant une université pour le Nord. Ironiquement, le ministre de l'Éducation supérieure, Stan Hagen, a favorisé le processus, en ridiculisant publiquement le besoin d'une institution dans la région. Le gouvernement provincial a créé un conseil intérimaire de gouvernance et travaillé sur la création juridique de l'University of Northern British Columbia (UNBC). Geoffrey Weller, ancien vice-président (affaires universitaires) à l'Université de Lakehead, puis spécialiste des politiques nordiques, est devenu le premier président.

Le gouvernement de la C.-B. a financé la construction d'un impressionnant campus, donné à cette université un généreux budget de démarrage et une allocation continue par étudiant, qui était substantiellement supérieure à la norme provinciale, ce qui reflétait les problèmes du fonctionnement dans la vaste moitié nordique de la province. L'UNBC a pour mandat

d'offrir des programmes universitaires et d'effectuer de la recherche dans les collectivités du Nord; cela est accompagné d'instructions relatives à l'offre de services en collaboration avec les quatre collèges nordiques de la province.

La reine Elisabeth II est venue pour l'inauguration officielle de l'UNBC, en août 1994, et le principal campus, à Prince George, commençait ses premiers cours le mois suivant. Cette université, ayant lancé les concours pour les premiers quarante professeurs, a attiré plus de quatre mille postulants. L'UNBC a attiré près de 1 200 étudiants lors de sa première année d'activités, près du double du nombre alors prévu par le gouvernement de la C.-B. Vers 2014, l'UNBC avait plus de 4 000 étudiants aux divers cycles. Ce qui est encore plus remarquable, c'est que cette université a été classée comme étant la meilleure des petites universités au Canada, et ce, par le magazine Maclean's.

University College of the North (Manitoba)
Le Nord manitobain est une vaste région dépendant des ressources naturelles; il possède une population autochtone considérable et des douzaines de collectivités petites et isolées. Il est aussi, avec le Nord de la Saskatchewan, l'une des parties les plus pauvres du Canada. Le centre minier de Thompson, de quelque 14 000 habitants, est la plus grosse collectivité du Nord de la province; The Pas, un village minier historique compte moins de 6 000 personnes. Initialement, l'éducation postsecondaire était fournie par le Northern Manitoba Vocational Centre, devenu plus tard le Keewatin Community College. Les universités du Sud manitobain offraient divers cours en ligne et l'enseignement à distance, dont le plus important et durable a été le Northern Teacher Education Program de l'Université de Brandon.

Avec les pressions croissantes pour former plus de personnes pour les emplois du Nord et afin d'offrir davantage de possibilités aux résidents du Nord, en particulier les Autochtones, le gouvernement du Manitoba a opté pour dorénavant désigner le Keewatin Community College par l'University College of the North (Collège universitaire du Nord), en 2004. Le Collège universitaire a près de 1 800 étudiants à ses deux campus (Thompson et The Pas) et une série d'installations régionales. L'institution est reconnue pour sa programmation axée sur le Nord et ses relations avec la gouvernance autochtone. La majeure partie de sa programmation vise le recyclage des adultes, les métiers, des niveaux de diplômes, même si l'on y offre entre autres des grades dans les domaines des arts, des affaires et du développement communautaire, ainsi qu'une série de diplômes d'études sur le Nord et les Autochtones. Souvent, les étudiants font une ou deux années au Collège universitaire du Nord et finissent leurs études dans d'autres institutions.

Le Collège universitaire du Nord a une capacité de recherche et des offres limitées menant à des grades, mais il a apporté des contributions majeures au recyclage des adultes et à la formation axée sur une carrière; il a fait de l'excellent travail pour satisfaire les besoins éducatifs des Autochtones. Toutefois, ce

collège fonctionne dans un contexte coûteux et fait face à des problèmes considérables à cause de la distance, de phénomènes météorologiques extrêmes, d'un système d'écoles secondaires régionales faibles et d'une pauvreté endémique dans un grand nombre de collectivités plus petites.

Collège du Yukon

Le Canada est la seule nation circumpolaire qui soit sans université dans l'Arctique – défini, pour le Canada, comme comprenant le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut. Le Yukon a une petite population (environ 34 000 personnes), éparpillée sur un grand territoire. Approximativement 75 % de la population du territoire se trouve à Whitehorse, la capitale. Il n'y a pas actuellement là d'université autonome, bien que le gouvernement fédéral libéral récemment élu ait repris envers ce territoire l'engagement de développer une nouvelle institution. Aucune date fixe n'est connue pour la transition depuis le Collège du Yukon, la seule institution postsecondaire du territoire, vers une université accordant des grades

Cette université, qui n'a pas encore de nom, misera sur la base impressionnante développée par le Collège du Yukon. Whitehorse a mis sur pied un centre de formation



professionnelle et technique en 1963, et s'est méritée un collège communautaire vingt ans plus tard. Ce collège maintient des centres d'apprentissage dans onze collectivités du Yukon puis se concentre surtout sur l'éducation de base des adultes, les métiers et les programmes techniques. L'Université de la Colombie-Britannique (UBC) a commencé à offrir des cours préparatoires à l'université dans les années 1980, le contrôle de ces cours ayant été plus tard transféré au Collège du Yukon. D'autres programmes universitaires et professionnels menant à un grade, dont l'éducation et l'administration publique, sont offerts en partenariat avec l'UBC, l'Université de Regina, l'Université de l'Alberta et l'Université de l'Alaska.

Le Collège du Yukon a été innovateur dans sa réponse aux besoins régionaux. Il a été activement l'un des premiers membres de l'Université de l'Arctique, un consortium d'institutions circumpolaires et alliées; il a fait de vastes recherches axées sur le Nord, par l'entremise du Centre d'innovation en climat froid du Yukon et du Northern Research Institute. Il est renommé en raison de ses programmes variés d'éducation, de formation et de soutien des Premières Nations, ainsi que de ses divers partenariats et collaborations avec les Premières Nations du Yukon.

INSTITUTIONS NORDIQUES INTERNATIONALES

L'Université de l'Alaska à Fairbanks (États-Unis)
Les États-Unis ont depuis longtemps l'habitude de la création d'universités publiques établies à l'aide de concessions territoriales dans de nouvelles zones récemment habitées. L'Université de l'Alaska a été officiellement créée en 1917 à Fairbanks, petit village minier isolé, situé au centre de ce qui était alors l'Alaska. Les cours ont débuté en 1922. Le gouvernement fédéral a fourni les ressources initiales à la nouvelle institution, surtout sous la forme d'une concession territoriale, dont la vente devait payer pour la mise sur pied de cette université. Les activités de l'institution ont commencé par l'Alaska Agricultural College and School of Mines; dix-huit ans plus tard, le nom a été changé, devenant l'Université de l'Alaska. L'expansion de cette université s'est poursuivie, et l'accent a surtout été mis sur les ressources naturelles, les sciences géophysiques et la formation professionnelle, aux fins du milieu de travail de l'Alaska. Cet établissement a maintenu un programme de recherche actif et a bénéficié d'un financement substantiel du gouvernement américain et de solides appuis du territoire; il a apporté des contributions majeures et continues au développement de celui-ci. L'intérêt du gouvernement fédéral a persisté même après l'obtention du statut d'État de l'Alaska en 1959, dans une grande mesure en raison du rôle majeur joué par l'Alaska comme avant-poste du Nord pendant la Guerre froide et zone de transit lors de la guerre du Vietnam.



L'Université de l'Alaska à Fairbanks est devenue le fleuron de son système alaskien en 1975, et a toujours la réputation d'être une des institutions circumpolaires d'élite dans le monde. Ses offres de programmes axés sur le Nord et pour les cycles supérieurs sont parmi les plus importantes, un rôle majeur étant accordé aux sciences de l'espace, au développement régional, aux études autochtones, à l'éducation du Nord et au développement des ressources. L'Université de l'Alaska à Fairbanks a plus de dix mille étudiants et est l'unité dominante de son système alaskien comptant 35 000 étudiants, ce qui comprend les sites universitaires et collégiaux. L'on attribue généralement à cette université un soutien qui a favorisé la prospérité économique de l'État pendant la période de l'après-guerre, puis la formation d'une grande cohorte de spécialistes de la formation dans le Nord, afin de soutenir les activités gouvernementales et des entreprises régionales.

Université du Pacifique en Alaska (États-Unis)

Les systèmes universitaires du Nord sont presque exclusivement financés par les deniers publics, surtout parce que les pays circumpolaires favorisent de telles institutions et, en ce qui concerne l'Alaska, en raison d'une population peu nombreuse. L'Université du Pacifique en Alaska (initialement l'Alaska Methodist University) a été établie à Anchorage, la plus grosse ville de l'État, en 1959. Cette université, qui a moins de 750 étudiants, a adopté une approche plus laïque pour l'éducation postsecondaire, et ce, dans les années 1970, surtout pour élargir sa base de recrutement. L'enseignement y est conforme au modèle du collège classique des É.-U.; l'on y offre un parcours éducatif de rechange, quoique les frais de scolarité dépassent les 20 000 \$ par année. Les petites institutions privées se trouvent fréquemment aux États-Unis, mais elles ne sont pas répandues en Alaska. Le Sheldon Jackson College, fondé en 1878 et situé dans la collectivité isolée de Sitka, a fermé en 2007 à cause du petit nombre des inscriptions et des difficultés financières connexes.

Université de Tromsø (Norvège)

L'Université de Tromsø, l'Université de l'Arctique de la Norvège, est une des institutions de premiers rangs du monde circumpolaire. Elle a débuté en 1968, et les cours ont commencé quatre années plus tard. La décision controversée du gouvernement norvégien de placer à Tromsø la deuxième école de médecine du pays, soit à des centaines de milles au nord des centres démographiques majeurs, a donné à l'institution une crédibilité immédiate. Ce qui importe davantage, l'école de médecine a attiré au campus au fil des ans des centaines d'étudiants du Sud, et nombreux sont ceux qui ont décidé d'y rester après l'obtention de leur diplôme, afin d'offrir des services professionnels dans le Nord, antérieurement défavorisé.

Le gouvernement norvégien a fait des investissements majeurs au niveau postsecondaire dans l'extrême nord, bien que la région ait peu d'habitants et que ceux-ci soient éparpillés. Au cours de la dernière décennie, le gouvernement a décidé de centraliser les institutions nordiques, sous la gouverne de l'Université de Tromsø. Très vite, l'Université a décidé de la fusion avec divers collèges universitaires : Tromsø, Finnmark, Narvik et Harstad. Elle a des centres de recherches remarquables dans le Nord et un impressionnant programme de recherche maritime. L'Université de Tromsø a fait reposer ses programmes universitaires sur les points forts et les besoins de la région; elle a des programmes de recherche et d'enseignement de pointe en sciences polaires, en sciences pétrolière et gazière, en études sur les Samis et les Autochtones; elle prépare aussi des professionnels pour du travail de l'Arctique. Le campus principal de cette université a contribué substantiellement au développement de Tromsø et du comté de Troms, l'une des régions les plus prospères et remarquées de l'Arctique. Ses programmes de recherche de premier ordre attirent de



grandes quantités de fonds. La ville, qui s'autodésigne maintenant par « capitale de l'Arctique », et l'Université sont les hôtes de la conférence annuelle des Frontières de l'Arctique, à laquelle participent plus de mille scientifiques et chercheurs de pointe ainsi que des représentants gouvernementaux.

Université du Nord (Norvège)

Il y a eu une hausse marquée des possibilités éducatives au niveau postsecondaire dans le Nord au cours des années 1960 jusqu'aux années 1980, grâce à une combinaison d'universités, de collèges communautaires et d'écoles de métiers nouveaux. Au cours de la dernière décennie, il y a eu une consolidation considérable de la recherche sur l'efficacité administrative et les tentatives, sous de nombreuses compétences, de faciliter les relations entre l'enseignement de base aux adultes, les métiers, les programmes universitaires fondamentaux et la formation professionnelle. Il s'en est suivi une réorganisation notable des institutions, souvent après un débat politique important. En Norvège, il y a eu certains appuis pour grouper toutes les institutions nordiques, sous la supervision de l'Université de Tromsø, proposition qui n'a pas été accueillie avec enthousiasme par l'Université de Nordland.

Le gouvernement norvégien a créé l'Université du Nord en 2015, rassemblant l'Université de Nordland ainsi que les collèges universitaires à Nesna et Nord-Trøndelag en une seule institution. L'Université du Nord se trouve à Bodø, ville côtière de quelque 50 000 habitants. L'institution a pour priorité de développer une présence circumpolaire, en particulier par le High North Dialogue; elle est surtout connue dans le monde pour ses programmes d'études commerciales et de recherche.

Collège universitaire des Samis (Norvège)

L'éducation et la formation des Autochtones ont émergé sous forme de grande priorité du Nord et du gouvernement. Les études supérieures ont été à juste titre vues comme un élément clé des efforts pour améliorer les conditions socioéconomiques des collectivités autochtones du Nord. Bien que les institutions postsecondaires norvégiennes aient pris des engagements considérables envers l'éducation des Autochtones, le développement d'une institution autochtone a été particulièrement important pour les Samis. L'ouverture de l'Université des sciences appliquées des Samis, à Kautokeino en 1989, a été un événement politique et culturel, offrant alors aux Samis une indépendance en éducation et une base postsecondaire pour leur renaissance culturelle.

Le Collège universitaire des Sámi ne s'inspire aucunement des modèles de financement de l'éducation nord-américaine. Le gouvernement et les Samis appuient solidement l'institution; ils ne jugent pas le campus avec les mêmes données quantitatives que la plupart des autres institutions post-secondaires. Ce campus a moins de 200 étudiants, mais plus de

50 enseignants et membres du personnel. La grande priorité est la préservation et la promotion du sami. Ce collège universitaire offre des programmes professionnels choisis, notamment la formation d'enseignants, et des recherches sur les Samis y sont effectuées.

Université du Groenland

Le Groenland est une petite nation en développement – officiellement un pays constitutif autonome – encore relié politiquement, économiquement et culturellement à sa puissance coloniale antérieure, le Danemark. Depuis le début de l'autonomie du Groenland, l'éducation postsecondaire occupe une place éminente dans les plans de celui-ci au regard du développement économique, de la revitalisation culturelle et de la stabilité sociale. L'Université du Groenland, créée en 1987, se trouve dans la ville capitale de Nuuk, qui compte près de 17 000 sur les 56 000 habitants du pays. L'institution était petite à ses débuts, n'ayant que quelques professeurs et membres du personnel. Elle est, comme beaucoup d'institutions du Nord, très symbolique, et figure en bonne place dans le pays, soulignant l'autonomie régionale et la revitalisation autochtone.

La petite taille de l'université signifie que beaucoup d'étudiants du Groenland sont inscrits aux universités du Danemark et d'autres pays européens. Mais l'existence de cette université représente un engagement envers la vitalité culturelle et la revitalisation économique; l'Université du Groenland n'est pas pilotée par les inscriptions : après trente ans d'activités, elle a une quinzaine de professeurs, auxquels s'ajoutent des professeurs invités et moins de sept cents étudiants. L'institution offre une variété de grades de divers cycles, en éducation, en soins infirmiers et de santé, en sciences sociales, puis en histoire, en culture et en langue groenlandaises. L'insistance sur les études groenlandaises a amplifié les effets sur Nuuk et l'ensemble du pays, cependant que les professeurs et étudiants ont permis de relier le Groenland au monde circumpolaire élargi.

Université d'Akureyri (Islande)

Dans plusieurs pays scandinaves, des institutions postsecondaires ont été créées dans de plus petits centres; elles représentent une partie considérable de l'engagement national envers l'accessibilité et le développement régional. Akureyri, collectivité de moins de 20 000 habitants occupe la deuxième place en Islande. L'Université d'Akureyría est née en 1987; depuis une petite exploitation initiale, elle est devenue une institution ayant plus de 2 000 étudiants. Cette université est la principale installation d'enseignement à distance de l'Islande; ses apprenants éloignés représentent près de la moitié de toute la population étudiante. L'institution est un chef de file nordique en matière de collaboration pour la programmation; elle participe activement à des activités de l'University Centre of the Westfjords (UCW), pour les études nordiques et

le droit polaire. L'UCW a ouvert ses portes en 2006, avec pour mandat de promouvoir la recherche et la collaboration interinstitutionnelle pour l'enseignement à distance, en particulier au niveau des diplômés. L'UCW et l'Université d'Akureyri ont une solide présence dans le domaine des affaires côtières et maritimes, et elles contribuent considérablement à de la recherche en science, en droit ainsi qu'en gestion des ressources maritimes.

Université d'Umeå (Suède)

La Suède a un système postsecondaire vaste et complet, qui apporte une contribution significative aux régions éloignées et du Nord. La principale institution du Nord est l'Université d'Umeå. Fondée en 1965, elle a plus de 30 000 étudiants aux divers cycles. L'institution est, comme Tromsø dans le Nord norvégien, conçue sous forme d'université nationale clé. En plus de la gamme complète des programmes standard de premier cycle, l'université possède une expertise de pointe en études samies, en foresterie, en produits forestiers, en durabilité environnementale et en technologie. Umeå jouit de bonnes relations internationales et est financée à titre d'institution de recherche majeure de Suède.

Université de technologie de Luleå (Suède)

L'Université de technologie de Luleå a été créée comme collège technologique en 1971, lequel est devenu université en 1997, ces deux étapes s'inscrivant dans des efforts gouvernementaux pour encourager la transition du Nord suédois, depuis une région dépendant des ressources naturelles vers une économie de haute technologie concurrentielle. L'institution axée sur la technologie a son campus principal à Luleå et des centres de recherche spécialisés consacrés aux secteurs économiques naissants. À Kiruna, l'un des centres miniers les plus importants en Europe – correspondant à Sudbury pour l'importance et les répercussions – se trouve une installation active de sciences spatiales. Il y a aussi une installation unique pour l'enseignement et le travail créatif à Piteå. L'Université de Luleå est fortement reliée aux stratégies économiques du Nord suédois et a joué un rôle important lorsqu'il s'est agi d'attirer dans le secteur des entreprises de haute technologie mondiale ainsi que de promouvoir le développement minier inclusif et innovateur.

Université de Lapland (Finlande)

La plupart des universités nordiques se conforment à des voies classiques, présentant des programmes de premier cycle standard et y ajoutant occasionnellement des offres spécifiques régionales. Lorsque la ville de Rovaniemi, située immédiatement au sud du Cercle arctique et comptant plus de 60 000 habitants, a organisé une pétition en faveur d'une université, le gouvernement finlandais a résisté à ces efforts. Un nouveau modèle a émergé, l'Université de Lapland (apparue en 1979) a conçu des programmes

importants pour le pays, notamment dans les domaines des arts, du design et du droit, ainsi que des grades répondant plus spécifiquement aux préoccupations régionales, dont l'éducation et les sciences sociales. Ce n'est pas une université « classique » ou un point d'accès régional standard. Elle a attiré près de 5 500 étudiants. L'Université de Lapland a également une présence circumpolaire établie. Le Centre de l'Arctique est une des plus importantes exploitations nordiques de recherche et d'approche du monde, étant régulièrement l'hôte de conférences internationales et de réunions circumpolaires majeures; il s'y trouve aussi les bureaux du Centre d'information sur l'Arctique, de l'Union européenne. L'Université de Lapland a également des liens étroits avec d'autres institutions postsecondaires finlandaises. Elle participe aux activités du Consortium universitaire de Lapland avec l'Université des sciences appliquées de Lapland, qui découle de la fusion de 2014 de l'Université des sciences appliquées de Rovaniemi et de l'Université des sciences appliquées de Kemi-Tornio.

L'Université des Îles Féroé

Les Îles Féroé, situées entre la Norvège et l'Islande, forment un petit pays autonome affilié au Danemark. Ce pays compte en tout près de 50 000 habitants répartis sur de nombreuses petites îles. L'Université des Îles Féroé a débuté modestement en 1965, se concentrant alors sur la culture et la langue féroïennes. Cette université est profondément engagée envers la revitalisation culturelle, ce que démontrent ses activités qui se déroulent uniquement en langue féroïenne. En dépit de sa petite taille, près de 600 étudiants, l'Université offre des programmes de divers cycles. Sa couverture a pris de l'ampleur en 2008, lorsque la Faroese School of Education et la Faroese School of Nursing ont fusionné avec l'Université des Îles Féroé. Presque 400 étudiants ont été inscrits en soins infirmiers et en éducation.

**Cette université démontre la
valeur des certaines institutions
nordiques au regard de la survie et
de la vitalité culturelle régionale**

Cette université démontre la valeur des certaines institutions nordiques au regard de la survie et de la vitalité culturelle régionale, et l'on croit qu'elle contribue directement au bien-être économique des Îles Féroé. Du point de vue administratif, l'institution est un peu vue comme le Collège universitaire des Samis, l'Université du Groenland et l'Université de Hearst; toutes existent pour une combinaison de raisons éducatives, culturelles, politiques et linguistiques, et elles ne sont pas surtout financées en fonction des inscriptions.

Annexe B :

Demandes d'admission et inscriptions
(à temps plein, demandes d'admission en première
année et premières inscriptions aux programmes),
universités du Nord ontarien, années sélectionnées

UNIVERSITÉ D'ALGOMA			
Programme	2013	2009	2008
<i>Arts/sciences humaines/sciences sociales</i>			
Demandes totales des admissions (toutes les options)	672	S.O.	2 645
Inscriptions totales (toutes les options)	117	S.O.	1 273
<i>Science</i>			
Demandes totales des admissions (toutes les options)	259	S.O.	180
Inscriptions totales (toutes les options)	60	S.O.	58
<i>Commerce/gestion/direction des affaires</i>			
Demandes totales des admissions (toutes les options)	149	S.O.	1 404
Inscriptions totales (toutes les options)	31	S.O.	495
<i>Beaux-arts et arts appliqués</i>			
Demandes totales des admissions (toutes les options)	19	S.O.	0
Inscriptions totales (toutes les options)	0	S.O.	0
<i>Travail social</i>			
Demandes totales des admissions (toutes les options)	108	S.O.	0
Inscriptions totales (toutes les options)	22	S.O.	0

UNIVERSITÉ DE LAKEHEAD, GROUPES AFFILIÉS/CAMPUS, SAUF POUR L'AUTOMNE 2015				
Programme	2015	2014	2013	2012
<i>Arts/sciences humaines/sciences sociales</i>				
Demandes totales des admissions (toutes les options)	612	647	670	759
Inscriptions totales (toutes les options)	117	121	143	139
<i>Science</i>				
Demandes totales des admissions (toutes les options)	819	808	856	801
Inscriptions totales (toutes les options)	152	192	183	172
<i>Commerce/gestion/direction des affaires</i>				
Demandes totales des admissions (toutes les options)	773	678	528	510
Inscriptions totales (toutes les options)	135	115	90	106
<i>Éducation</i>				
Demandes totales des admissions (toutes les options)	981	1 174	1 412	1 253
Inscriptions totales (toutes les options)	249	281	328	287

UNIVERSITÉ DE LAKEHEAD, GROUPES AFFILIÉS/CAMPUS, SAUF POUR L'AUTOMNE 2015				
Programme	2015	2014	2013	2012
<i>Éducation physique/éducation sanitaire/loisirs</i>				
Demandes totales des admissions (toutes les options)	415	476	429	486
Inscriptions totales (toutes les options)	88	108	90	118
<i>Génie et sciences appliquées</i>				
Demandes totales des admissions (toutes les options)	725	617	488	438
Inscriptions totales (toutes les options)	137	121	112	81
<i>Beaux-arts et arts appliqués</i>				
Demandes totales des admissions (toutes les options)	26	39	34	46
Inscriptions totales (toutes les options)	0	7	5	14
<i>Foresterie</i>				
Demandes totales des admissions (toutes les options)	147	132	145	121
Inscriptions totales (toutes les options)	25	34	34	30
<i>Musique :</i>				
Demandes totales des admissions (toutes les options)	21	31	35	28
Inscriptions totales (toutes les options)	0	8	6	7
<i>Soins infirmiers</i>				
Demandes totales des admissions (toutes les options)	846	754	646	600
Inscriptions totales (toutes les options)	153	149	138	106
<i>Travail social</i>				
Demandes totales des admissions (toutes les options)	358	404	365	371
Inscriptions totales (toutes les options)	82	117	104	80
<i>Autres grades</i>				
Demandes totales des admissions (toutes les options)	464	508	438	196
Inscriptions totales (toutes les options)	96	122	94	48

UNIVERSITÉ LAURENTIENNE, Y COMPRIS LES UNIVERSITÉS FÉDÉRÉES (THORNELOE, HUBTINGTON, UNIVERSITÉ DE SUDBURY, UNIVERSITÉ LAURENTIENNE), AINSI QUE LA COLLABORATION AVEC LE COLLÈGE GEORGIAN ET LE COLLÈGE ST. LAWRENCE (BACCALaurÉAT EN ADMINISTRATION DES AFFAIRES SEULEMENT), SAUF ALGOMA, HEARST, ET L'ÉCOLE DE MÉDECINE DU NORD DE L'ONTARIO; LES COLLABORATIONS AVEC SAULT, NORTHERN, CAMBRIAN ET LE COLLÈGE ST. LAWRENCE (PROGRAMME DES SOINS INFIRMIERS)				
Programme	2014	2013	2012	2011
<i>Architecture</i>				
Demandes totales des admissions (toutes les options)	306	279	0	0
Inscriptions totales (toutes les options)	68	64	0	0
<i>Arts/sciences humaines/sciences sociales</i>				
Demandes totales des admissions (toutes les options)	2 175	2 439	1 709	1 907
Inscriptions totales (toutes les options)	409	391	354	440
<i>Science</i>				
Demandes totales des admissions (toutes les options)	1 816	1 742	1 398	1 336
Inscriptions totales (toutes les options)	409	362	342	338
<i>Commerce/gestion/direction des affaires</i>				
Demandes totales des admissions (toutes les options)	596	556	499	500
Inscriptions totales (toutes les options)	187	124	121	135
<i>Éducation</i>				
Demandes totales des admissions (toutes les options)	661	1 264	1 032	1 162
Inscriptions totales (toutes les options)	102	104	160	178
<i>Éducation physique/éducation sanitaire/loisirs</i>				
Demandes totales des admissions (toutes les options)	481	513	510	512
Inscriptions totales (toutes les options)	89	92	89	93
<i>Génie et sciences appliquées</i>				
Demandes totales des admissions (toutes les options)	705	624	485	319
Inscriptions totales (toutes les options)	172	132	114	67

UNIVERSITÉ LAURENTIENNE, Y COMPRIS LES UNIVERSITÉS FÉDÉRÉES (THORNELOE, HUBTINGTON, UNIVERSITÉ DE SUDBURY, UNIVERSITÉ LAURENTIENNE), AINSI QUE LA COLLABORATION AVEC LE COLLÈGE GEORGIAN ET LE COLLÈGE ST. LAWRENCE (BACCALAURÉAT EN ADMINISTRATION DES AFFAIRES SEULEMENT), SAUF ALGOMA, HEARST, ET L'ÉCOLE DE MÉDECINE DU NORD DE L'ONTARIO; LES COLLABORATIONS AVEC SAULT, NORTHERN, CAMBRIAN ET LE COLLÈGE ST. LAWRENCE (PROGRAMME DES SOINS INFIRMIERS)				
Programme	2014	2013	2012	2011
<i>Beaux-arts et arts appliqués</i>				
Demandes totales des admissions (toutes les options)	61	17	9	43
Inscriptions totales (toutes les options)	7	0	0	5
<i>Musique :</i>				
Demandes totales des admissions (toutes les options)	17	34	33	47
Inscriptions totales (toutes les options)	0	0	5	6
<i>Soins infirmiers</i>				
Demandes totales des admissions (toutes les options)	908	797	696	625
Inscriptions totales (toutes les options)	141	74	85	76
<i>Travail social</i>				
Demandes totales des admissions (toutes les options)	527	579	500	472
Inscriptions totales (toutes les options)	142	124	90	99
<i>Autre, administration</i>				
Demandes totales des admissions (toutes les options)	307	270	249	277
Inscriptions totales (toutes les options)	71	52	38	49
<i>Autres grades</i>				
Demandes totales des admissions (toutes les options)	186	151	150	115
Inscriptions totales (toutes les options)	28	17	21	22

UNIVERSITÉ DE NIPISSING, GROUPES AFFILIÉS COMPRIS				
Programme	2014	2013	2012	2011
<i>Arts/sciences humaines/sciences sociales</i>				
Demandes totales des admissions (toutes les options)	1 071	1 155	1 214	1 260
Inscriptions totales (toutes les options)	248	297	329	401
<i>Science</i>				
Demandes totales des admissions (toutes les options)	308	292	302	263
Inscriptions totales (toutes les options)	75	69	65	79
<i>Commerce/gestion/direction des affaires</i>				
Demandes totales des admissions (toutes les options)	580	517	461	365
Inscriptions totales (toutes les options)	83	96	88	70
<i>Éducation</i>				
Demandes totales des admissions (toutes les options)	497	473	654	680
Inscriptions totales (toutes les options)	0	12	17	96
<i>Éducation physique/éducation sanitaire/loisirs</i>				
Demandes totales des admissions (toutes les options)	268	269	279	295
Inscriptions totales (toutes les options)	81	88	90	90
<i>Beaux-arts et arts appliqués</i>				
Demandes totales des admissions (toutes les options)	45	71	76	80
Inscriptions totales (toutes les options)	10	11	19	24
<i>Soins infirmiers</i>				
Demandes totales des admissions (toutes les options)		661	536	488
Inscriptions totales (toutes les options)		114	100	81

Source : Conseil des universités de l'Ontario, accessible en ligne, à <http://cudo.cou.on.ca/>.

Références

- Canada. 2017. Ministère des Finances. Bâtir une classe moyenne forte : Le budget de 2017. Ottawa, le 22 mars.
- Centre de demande d'admission aux universités de l'Ontario 2017. 2017. « Statistiques : Demande d'admission en médecine. » Guelph (Ontario) : OUAC. Accessible en ligne, à https://www.ouac.on.ca/fr/statistics/med_app_stats/.
- Conseil consultatif en matière de croissance économique 2017. La voie vers la prospérité. Ottawa, le 6 février.
- Gillis, Len, 2014. « Kidd Mine laying off 50+ workers. » Timmins Press, le 24 septembre 2014. Accessible en ligne, à <http://www.timminspress.com/2014/09/24/kidd-mine-laying-off-50-workers>.
- Kollerud, Elin. 2010. « The Northern Research Opportunity scheme: Top US graduate research fellows coming to Norway. » Lysaker, Norvège : Conseil de la recherche de la Norvège, le 30 avril. Accessible en ligne, à http://www.forskningsradet.no/prognett-internasjonale-stipend/Nyheter/Top_US_graduate_research_fellows_coming_to_Norway/1253955238273&lang=en.
- Larkin, Malinda. 2011. « Alaska eyes partnership with Colorado vet school. » CBC News, le 15 décembre. Accessible en ligne, à <https://www.avma.org/News/JAVMANews/Pages/120101q.aspx>.
- Miner, Rick. 2010. « Jobs without People: Canada's Labour Market Future. » s. p. : Miner Management Consultants. Accessible en ligne, à http://www.minerandminer.ca/data/CO_PWJ_Brochure_CAN_2010_v4.pdf.
- Ontario. 2016. Stratégie de transport multimodal pour le Nord de l'Ontario. « Vers une Stratégie de transport multimodal pour le Nord de l'Ontario. » Document de travail : Toronto : Ministère de l'Énergie et de l'Infrastructure et ministère du Développement du Nord, des Mines et des Forêts. Accessible en ligne, à <https://fr.nomts.ca/>.
- PCL Construction. 2017. « Projects that Inspire: University College of the North Thompson Campus. » s. p. : PCL Construction. Accessible en ligne, à <http://www.pcl.com/Projects-that-Inspire/Pages/University-College-of-the-North-Thompson-Campus.aspx>.
- Ronson, Jacqueline. 2013. « Yukon College to focus on research, flexible learning. » Yukon News, le 14 juin. Accessible en ligne, à <http://www.yukon-news.com/news/yukon-college-to-focus-on-research-flexible-learning/>.
- Roser, Max. s. d. « The Short History of Global Living Conditions and Why It Matters that We Know It. » Our World in Data. Accessible en ligne, à <http://ourworldindata.org/a-history-of-global-living-conditions-in-5-charts/#education>.
- Tencer, Daniel. 2015. « 4 in 10 university grads now underemployed, PBO says, but college grads' prospects improve. » Huffington Post, le 12 novembre. Accessible en ligne, à http://www.huffingtonpost.ca/2015/11/12/under-employment-canada-overqualification-pbo_n_8545546.html.
- Universités Canada. 2017. « Découvrir les universités : University of Northern British Columbia Ottawa. Accessible en ligne, à http://www.etudesuniversitaires.ca/universites-canadiennes/university-of-northern-british-columbia/?_ga=2.237831040.1884811839.1503147035-722567318.1503147035.
- Weingarten, Harvey P., Martin Hicks, Linda Jonker et Greg Moran. 2017. University Sustainability: Signal Data. Toronto : Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur. Accessible en ligne, à <http://www.heqco.ca/en-ca/Research/ResPub/Pages/University-Sustainability-Signal-Data.aspx>.

“ Le Nord ontarien a besoin de personnes qualifiées, formées,

souples et qui comprennent les complexités des sociétés humaines; il y a encore des besoins substantiels pour l'éducation de base et la pensée critique. Dans ce contexte, il est clair que la Ville de Timmins, le Northern College et l'Université d'Algoma ont une occasion unique de cultiver une collaboration postsecondaire, **qui puisse être d'une importance considérable pour Timmins et le Nord-Est ontarien. ”**



À propos de l'Institut des politiques du Nord :

L'Institut des politiques du Nord est le groupe de réflexion indépendant de l'Ontario. Nous effectuons de la recherche, accumulons et diffusons des preuves, trouvons des opportunités en matière de politiques, afin de favoriser la croissance et la durabilité des collectivités du Nord. Nous avons des bureaux à Thunder Bay, Sudbury, Sault Ste. Marie, et à Kenora. Nous cherchons à améliorer les capacités du Nord ontarien de prendre l'initiative en politiques socioéconomiques qui ont des répercussions sur l'ensemble du Nord ontarien, de l'Ontario et du Canada.

Recherche connexe

**Sommes-nous à la hauteur?
Tendances de l'éducation
dans le Nord ontarien**

Mike Commito

**Projections au Nord :
Série sur le capital humain
-District de Cochrane**

Dr. Bakhtiar Moazzami
& James Cuddy

**C'est ce que vous savez
(et où vous pouvez aller)
Le capital humain et les effets
d'agglomération sur les tendances
démographiques du Nord ontarien**

Dr. Bakhtiar Moazzami

Pour vous tenir au fait ou pour participer, veuillez communiquer avec nous :

1 (807) 343-8956 info@northernpolicy.ca www.northernpolicy.ca



NORTHERN
POLICY INSTITUTE

INSTITUT DES POLITIQUES
DU NORD

northernpolicy.ca